

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Michel HELLER. — Viatcheslav Molotov, complice numéro un de Staline	1
Jean-Noël LECHAT. — Le Congrès Mondial de la Paix de Copenhague. II. Echecs à répétition	4
Pierre RIGOULOT. — Nouvelles méthodes de la propagande soviétique	7
Pierre LORRAIN. — URSS : le sens des réformes	10
René MILON. — Le retour de la CGT à la FSM (suite et fin)	13
Xavier RAUFER. — Un authentique parti communiste combattant : le PC libanais ...	14

CHRONIQUES

Claude HARMEL. — Cynisme communiste : des otages du Liban aux « otages » de Renault	18
Guy BARBIER. — La philosophie asservie à la politique. Le cas de Lucien Sève	19
Branko LAZITCH. — L'armement des terroristes : la filière soviétique	21

Hervé LE GOFF. — Les pays communistes contre la Croix-Rouge	22
D.B. — Heur et malheur du cinéma soviétique	24
P.L. — Le palmarès des premiers secrétaires	25
Pablo FERNANDEZ. — Le double objectif de la presse cubaine	26

NOTES ET INFORMATIONS

A propos des effectifs du PCF	28
Les Français ne croient pas que les communistes tiennent aux libertés et à la paix	28
Pierre Juquin tenté par la scission	28
L'isolement de P. Juquin au Comité central ..	29
Depuis quand Castro est-il communiste ? ...	30
Compléments à la biographie de Joe Slovo ..	30
Honduras : nouvelle tentative de guérilla ? ...	30
Le double record du Vietnam	31
Nouvel accord maritime franco-soviétique	31

LIVRES

B.L. — « Afghanistan. L'éternité en guerre »	32
---	----

VIATCHESLAV MOLOTOV, COMPLICE NUMÉRO UN DE STALINE

Nommé secrétaire général du Parti en avril 1922, Staline mit assez peu de temps à transformer le secrétariat en l'un des centres du pouvoir au sein du parti avant d'en faire le centre unique du pouvoir tant au sein du parti que du pays. Son principal collaborateur était Viatcheslav Molotov.

Adjoint de Staline en 1923, Boris Bajanov a écrit ces lignes après être passé en Occident en 1928 : « *En choisissant ses gens pour les placer aux postes vitaux de l'appareil d'Etat, Staline travaillait directement avec Molotov* » (1). Bajanov

raconte ainsi une scène arrivée au cours d'une réunion du Politburo : Trotski, regardant Molotov, dénonce « *les bureaucrates sans âme du parti qui étouffent toute manifestation d'initiative et de création des masses travailleuses avec leur cul-de-plomb* ». Et Molotov de répondre : « *C'est qu'il n'est pas donné à tout le monde d'être un génie, camarade Trotski* ».

Le surnom de « cul-de-plomb » lancé par le fondateur de l'Armée Rouge est resté attribué à Molotov. Rien ne pouvait servir de meilleure recommandation pour Staline. Elu membre du Politburo tout en restant secrétaire du Comité central, Molotov devient secrétaire de l'organisation

1) Boris Bajanov : *Souvenirs d'un ancien assistant de Staline* (Vozrojdienie, 24/11/1928).

du parti pour Moscou après la liquidation des « droitiers ». En décembre 1930, sur proposition de Staline, Molotov est élu Président du conseil des commissaires du peuple (conseil des ministres) et il devient le numéro deux soviétique.

Molotov a été le plus fidèle assistant de Staline au moment de la collectivisation, qui s'est soldée par dix millions de morts, selon les calculs modestes de Staline (quinze millions, selon l'historien britannique Robert Conquest), et de l'application du programme d'industrialisation, qui a vu l'utilisation de millions de prisonniers.

Il a participé activement avec Staline à la préparation de la gigantesque « purge » qui a commencé le 1^{er} décembre 1934 après l'assassinat de Kirov. Au cours de l'été 1935, ont été arrêtés Zinoviev et Kamenev, accusés d'avoir tué Kirov et commis bien d'autres crimes plus terribles encore. On imagine facilement le choc qu'a ressenti Molotov en août 1936, lorsqu'il a lu l'acte d'accusation qui dressait la liste des dirigeants proches compagnons de Staline que les ennemis du peuple voulaient tuer, et qu'il a vu que son nom ne figurait pas sur la liste.

Dans ses mémoires publiés en 1953 aux Etats-Unis, Alexandre Orlov (Lev Feldbin), l'un des plus importants agents du NKVD à l'étranger, responsable du réseau soviétique dans l'Espagne républicaine, raconte « comment cela s'est passé ».

L'une des personnes arrêtées, Isaac Reingold, avait « reconnu » que les conjurés – sur la demande de Zinoviev – avaient décidé d'assassiner Staline, Molotov, Kaganovitch et Kirov. Quand Staline a eu en mains ce témoignage, le « génial secrétaire » a rayé de sa propre main le nom de Molotov (2). Pendant six semaines, Staline a laissé son plus proche compagnon entre la vie et la mort. Et lors du premier procès de Moscou, le nom de Molotov ne figurait pas parmi les cibles supposées des ennemis du peuple. Puis Molotov retrouva la confiance de Staline et les accusés des deux procès de Moscou qui suivirent avouèrent avoir voulu tuer Molotov, le plus fidèle compagnon du guide des peuples.

La leçon avait porté, sans aucun doute et Staline pouvait compter sur Molotov. Quand, en 1949, il donna l'ordre d'arrêter la femme de Molotov, ce dernier continua à travailler servilement pour le Guide.

L'ancien secrétaire général du PC israélien, Mikounis, raconte avoir rencontré Molotov en 1955 à l'hôpital du Kremlin et lui avoir demandé pourquoi il avait laissé arrêter sa propre femme. Réponse de Molotov : « *Parce que j'étais membre du Politburo et que je devais me soumettre à la discipline du parti... Je me suis soumis à la décision du Politburo qui avait jugé nécessaire d'éloigner ma femme...* » (3).

2) Alexander Orlov : *The secret history of Staline's crime*, Londres 1954, p. 91.

3) *Vremya i my*, 1979, n° 48, pp. 161-162.

Les six semaines de Grande Terreur surent parfaire la formation de Molotov. Dans les vingt années qui ont suivi la Révolution, il a activement participé à la construction du socialisme en ayant la haute main sur des opérations qui ont coûté la vie à des millions de personnes. Mais il s'agissait-là de meurtres de « bureaucrate ». Pour reprendre l'expression d'Hanna Harendt à propos d'Eichman, Molotov était « *un assassin assis à son bureau* ».

A partir de 1936, Molotov est devenu un criminel qui liquidait non pas des millions d'anonymes, mais des gens qu'il connaissait bien, ses amis, ses collaborateurs. Avec Staline et d'autres membres du Politburo, il signe alors de longues listes de condamnations. De lui-même, il ajoute fréquemment des termes injurieux devant le nom d'une victime. Il prend aussi l'initiative de faire arrêter certains membres de l'appareil du conseil des commissaires du peuple et, quand le NKVD lui demande d'approuver des mandats d'arrêt, il lui arrive d'écrire trois lettres à côté d'un nom : PDM, c'est-à-dire peine de mort.

Au 22^e congrès du parti, en 1961, lorsque Khrouchchev a décidé de montrer le vrai visage de ses adversaires, Molotov, Malenkov et Kaganovitch, des documents terribles ont alors été produits concernant le travail sanglant du Politburo à l'époque de Staline.

En mai 1939, tout en restant à la tête du gouvernement, Molotov remplace Litvinov au poste de commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Cette nouvelle nomination ne témoignait pas seulement de l'accroissement du pouvoir de Molotov. Elle signifiait surtout que la préparation par Staline d'un pacte avec Hitler était entrée dans une phase décisive.

Molotov fait alors son apparition sur la scène internationale. Le 23 août 1939, il signe le pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS. Selon le témoignage d'Albert Speer, Hitler a reçu la nouvelle sous forme de télégramme pendant qu'il dînait : « *Il a lu rapidement le télégramme, est devenu tout rouge et, tapant sur la table au point d'en faire tinter les verres, il s'est écrié d'une voix de fausset : « Ils sont à moi ! Ils sont à moi ! »* (4).

Hitler était heureux de recevoir de Staline et Molotov l'autorisation d'attaquer la Pologne. Le 17 septembre, Molotov annonce aux Soviétiques et au reste du monde que l'Armée Rouge est entrée en Pologne pour « *libérer l'Ukraine Occidentale et la Biélorussie occidentale* ». Le 31 octobre, au cours d'une réunion du soviet suprême, Molotov évoque avec fierté les succès militaires germano-soviétiques : « *Il a suffi d'un coup contre la Pologne donné par l'armée allemande, et d'un autre donné par l'Armée rouge pour qu'il ne reste rien de cette création monstrueuse du Traité de Versailles...* ».

(4) Albert Speer : *Au cours du Troisième Reich*, Paris 1971, p. 230.

Le plus fidèle compagnon de Staline a prononcé ses paroles les plus célèbres en poursuivant ainsi son analyse marxiste-léniniste de la seconde guerre mondiale qui commençait : « *On peut accepter ou rejeter l'idéologie hitlérienne ; comme toute autre idéologie, c'est une affaire d'opinion politique. Mais tout le monde sait qu'il est impossible de faire disparaître une idéologie par la force... C'est pourquoi il serait non seulement absurde, mais aussi criminel de faire la guerre pour « anéantir l'hitlérisme » en se cachant derrière le faux drapeau de la lutte pour la démocratie (5).*

Quelques jours avant cette déclaration sur le caractère criminel d'une guerre contre l'hitlérisme, Molotov avait signé, au nom du gouvernement soviétique – le 28 septembre – un accord avec l'Allemagne sur « *l'amitié et les frontières* », ainsi qu'une série de « *protocoles secrets* ». L'un de ces protocoles concernait la collaboration entre le NKVD et la Gestapo et précisait que « *les deux parties ne toléreront sur leur territoire respectif aucune agitation polonaise susceptible de porter atteinte aux intérêts de l'autre partie* ».

On comprend à quel point Molotov a pu être vexé et amer quand, le 22 juin 1941, l'ambassadeur allemand von Schulenburg est venu lui remettre la déclaration de guerre, une guerre qui faisait déjà rage sur un front allant de la mer Blanche à la mer Noire : « *Nous ne l'avons pas mérité !* ». C'est tout ce qu'il trouva à répondre.

Mais il avait raison. Ni Staline, ni lui n'avaient mérité cela. Ils avaient tout fait au contraire pour aider Hitler, pour respecter scrupuleusement tous les accords passés avec l'Allemagne nazie.

A Berlin, en novembre 1940, Molotov avait accepté en principe la proposition de Hitler d'adhérer au Pacte anti-komintern et de participer au partage du monde. Les divergences portaient sur des détails. Ainsi, ayant reçu des instructions après son retour à Moscou, Molotov a annoncé à l'ambassadeur allemand von Schulenburg que l'Union Soviétique était d'accord pour adhérer au Pacte anti-komintern à condition que la zone située au sud de Batoumi et Bakou jusqu'au Golfe persique soit reconnue comme zone d'intérêt soviétique (6).

Pendant la guerre, Molotov se rend à Londres et à Washington afin de renforcer la coalition anti-hitlérienne, c'est-à-dire qu'il va exiger des alliés de l'aide, de l'aide et encore de l'aide. C'est alors que vont être fixées définitivement les bases de la diplomatie soviétique, et avant tout celles des relations de l'URSS avec l'Occident : ne jamais rien demander, mais toujours exiger ; ne jamais rien donner, mais prendre tout ce qui peut être pris, surtout chez les alliés ; considérer comme son bien propre ce qui a été conquis et en-

tamer des négociations sur ce qui appartient à la partie adverse.

Molotov, le « cul-de-plomb », a été le modèle de cette politique. Par sa seule présence, son impassibilité de pierre, son mutisme inébranlable, il mettait ses interlocuteurs dans l'obligation de faire des concessions.

Toujours pendant la guerre, Molotov a participé aux conférences les plus importantes. Il s'est trouvé au côté de Staline pendant la conférence de Yalta, lorsqu'eut lieu le célèbre échange de points de vue au sujet de la Pologne, échange relevé par le traducteur de Staline. Pour Roosevelt, le problème polonais « *avait donné des migraines au monde entier pendant cinq siècles* ». Churchill fit remarquer qu'il faudrait faire en sorte que le problème polonais ne donne plus de migraine à l'humanité. « *Il faut absolument aller dans ce sens* », avait pour sa part souligné Staline (7).

Staline était content du travail de Molotov. Le 24 mai 1945, au cours d'une réception donnée au Kremlin en l'honneur des responsables de l'Armée rouge, le généralissime, après avoir bu aux maréchaux victorieux, proposa un toast : « *Buvons à celui qui dirige notre politique extérieure, Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov. N'oubliez pas qu'une bonne politique étrangère compte parfois davantage que deux ou trois corps d'armée sur le front. Buvons à notre Viatcheslav* ».

« *Notre Viatcheslav* » se trouve alors presque au faite du pouvoir : « *Nous considérons tous Molotov comme le futur numéro un... celui qui succéderait à Staline à la mort de ce dernier* » (8), a écrit Khrouchtchev dans ses Mémoires.

En 1932, Dmitrievsky décrivait ainsi Molotov chez lui : « *Il porte d'ordinaire un petit veston de couleur sombre et une chemise russe ou une chemise légère, une casquette sur la tête... Dans son petit appartement, des meubles simples, juste le nécessaire. Le sol brille comme un miroir, les lattes du plancher sont bien propres* ».

Une vingtaine d'années plus tard, la situation a bien changé : Molotov porte un manteau luxueux, avec des broderies en or. Selon Svetlana Allilouieva, « *les appartements et datchas de Vorochilov, Mikoïan et Molotov étaient pleins de tapis, d'armes caucasiennes en or ou en argent et de porcelaine de valeur* ». Après la seconde guerre mondiale, ont commencé à affluer les cadeaux en provenance des pays socialistes frères et de la Chine : vases de jaspe, ivoires sculptés, soie indienne, tapis persans... Svetlana souligne que « *l'appartement et la datcha de Molotov se distinguaient particulièrement par leur atmosphère luxueuse* » (9).

Après la guerre, Molotov – tout en restant ministre des Affaires étrangères – a travaillé dans bien d'autres domaines en tant que premier ad-

(5) Compte rendu sténographique, Moscou 1939, p. 8-10.

(6) Michel Heller - A. Nekritch : *L'utopie au pouvoir*, Calmann-Lévy Paris 1982.

(7) V.M. Berejkov : *Pages d'histoire diplomatique*, Moscou 1982, p. 412.

(8) Nikita Khrouchtchev : *Mémoires*, p. 96.

(9) Svetlana Allilouieva : *En une seule année*, New-York 1970, p. 347-351.

joint de Staline. Il a notamment participé à la préparation et à la mise en œuvre de la répression massive qui s'est alors abattue sur l'URSS et les pays du « camp socialiste ».

En 1949, Staline retire sa confiance au « *plus fidèle d'entre les fidèles* », ce qui donne naissance à une situation dont on ne peut trouver d'équivalent que dans les biographies de Suétone : à l'occasion, Molotov remplace Staline à la présidence des séances du Politburo, mais sa femme est arrêtée comme sioniste ; Molotov occupe les fonctions les plus importantes au sein du parti et du gouvernement, mais Staline passe ses nuits à interroger les membres du Politburo qui lui servent de compagnons de boisson pour savoir comment Molotov a bien pu voyager aux Etats-Unis dans un wagon réservé. Puisqu'il disposait là-bas d'un tel wagon, il est évident qu'il s'agit d'un espion ; en 1952, Molotov ouvre le XIX^e Congrès du Parti et est élu au présidium du comité central du parti communiste, mais il ne figure pas dans l'instance dirigeante, le bureau du présidium. L'inestimable Khrouchtchev se souvient de la stupéfaction de tous les dirigeants devant cet événement : si Molotov n'était pas élu, c'est que Staline ne l'avait pas mis sur la liste et – conclusion logique pour tous – cela annonçait une nouvelle « *grande purge* ».

Peut-être des historiens parviendront-ils plus tard à percer le « mystère de la mort de Staline ». Tous les éléments connus aujourd'hui permettent au moins d'affirmer une chose : Staline a commis une erreur capitale en reproduisant à la lettre, pour la seconde fois, le scénario de la « *grande purge* » de 1935-1938. Les compagnons de Staline qui avaient participé avec lui à la première purge étaient bien placés pour savoir qu'il n'y aurait aucune pitié à attendre de lui.

C'est pourquoi l'hypothèse selon laquelle Staline a été assassiné par ses fidèles serviteurs est parfaitement plausible. Dans cette hypothèse, Molotov a dû figurer dans le groupe des initiés qui ont organisé la conjuration.

Le nom de Molotov est apparu pour la dernière fois dans la presse l'été dernier. Un journaliste soviétique s'était rendu « *par hasard* » à la datcha du compagnon de Staline alors à la retraite et l'avait interviewé pour un journal publié en anglais à Moscou. Les dernières paroles de Molotov furent pour encenser la politique de Gorbatchev.

Michel HELLER

LE CONGRÈS MONDIAL DE LA PAIX DE COPENHAGUE

II - ÉCHECS À RÉPÉTITION

S'il est une qualité qu'on ne saurait dénier aux Soviétiques dans la conduite patiente mais déterminée de leur politique étrangère, c'est la prudence.

Après l'écrasement du *Printemps de Prague* et les remous qu'il occasionna dans l'opinion publique occidentale, les fins stratèges du Kremlin ont bien veillé à ne jamais organiser les gigantesques manifestations dont ils tirent les (grosses) ficelles – « *Festivals mondiaux de la Jeunesse* » et autres « *Congrès mondiaux pour la Paix* » – en dehors des limites de leur immense empire. Surtout pas de risques inutiles... Pourquoi, dès lors, avoir choisi, en 1986, l'espace démocratique scandinave (Copenhague) comme lieu du dernier en date de leurs Congrès pour la Paix ?

A cela, une seule réponse : les conseillers de Gorbatchev ont cru pouvoir profiter du fort courant pacifiste qui irrigue les pays scandinaves pour porter atteinte (une atteinte supplémentaire) à la cohésion de l'Alliance atlantique. Jouer sur le moralisme et les tentations neutralistes de ces pays leur semblait d'autant plus prometteur et aisé que

ceux-ci, et tout particulièrement le Danemark, avaient contribué de manière très « positive » à la campagne contre l'implantation des Euro-missiles (INF), qui pourtant ne les concernait pas directement. C'est au Danemark qu'avait pris naissance le mouvement des « *Femmes pour la Paix* », initialement créé pour lutter contre l'INF. Au Danemark encore, le plus modéré des trois partis socialistes existants, le Parti Social-Démocrate, s'était déclaré résolument hostile à l'implantation d'armes nucléaires... même en temps de guerre.

Assurément, sur un terrain tel que celui-là, le jeu paraissait en valoir la chandelle, c'est-à-dire qu'au regard des avantages que les Soviétiques pouvaient raisonnablement espérer en retirer, les inconvénients semblaient minimes, négligeables. Les inconvénients ? Organiser un congrès « totalitaire » dans un pays démocratique, c'était prendre le risque d'être attaqué sur la question des Droits de l'Homme et sur l'Afghanistan.

Les avantages maintenant : aider, en dissimulant la mainmise communiste sur le congrès, à la propagation des thèses soviétiques (cf. I.D.S.),

agir directement sur les mouvements pacifistes et socialistes (et, indirectement, sur une population sensible aux idées neutralistes) pour les amener, les uns et les autres, à servir (consciemment ou non) les desseins de la politique étrangère de Gorbatchev.

PREMIER ÉCHEC : LE BOYCOTT DU CONGRÈS

L'opération de camouflage s'annonçait pourtant des plus simples : mettre la main sur une autorité morale non suspecte d'attaches ou d'inclinations marxistes (le radical-pacifiste et très prosoviétique Hermod Lannung constituant la potiche de service idéale), la propulser à la présidence du congrès avec pour première tâche de mettre en place un Comité Préparatoire International et de lancer ensuite les invitations à travers le monde, en vue d'attirer un maximum d'organisations pacifistes et socialistes.

Pour aisée que semblait la manœuvre, elle échoua. Logiquement. Comment réussir à attirer d'authentiques pacifistes occidentaux alors qu'on refuse obstinément l'inscription des groupes pacifistes indépendants des pays de l'Est ? Comment réussir à intéresser le mouvement socialiste alors qu'on concentre tout le pouvoir réel aux mains des seuls communistes, danois ou soviétiques ?

Ces contradictions n'échappèrent ni aux uns, ni aux autres. Inger Staahl, dirigeant du mouvement pacifiste danois « *Nej til Atomvaben* » (Non à l'arme atomique) ne déclara-t-il pas, en juin 1986, qu'il avait « *le sentiment que c'était le ministère des affaires étrangères soviétiques qui organisait le congrès de Copenhague* » ? (1).

Au printemps 1986, le Parti Social-Démocrate (PSD), le premier parti danois, refusa de prendre part au congrès, qu'il déclara manipulé par le KGB. Il fut bientôt rejoint par l'ensemble des partis socialistes européens, par l'Internationale socialiste elle-même, et par les principales organisations pacifistes européennes : tant les CND et END (2) britanniques, que le CNAPD (3) belge et le CODENE français décidèrent de boycotter le rendez-vous de Copenhague.

Si finalement le Parti Socialiste Populaire danois (SF), mû par des considérations de politique intérieure (se démarquer de son concurrent le PSD), se rendit au congrès, il le fit non sans se prononcer au préalable pour une participation critique, englobant dans sa délégation des représentants en exil de mouvements tels que « *Charte 77* ».

Les pacifistes danois du groupe « *Non à l'arme atomique* » adoptèrent une position très similaire puisqu'ils inclurent dans leurs rangs les époux Medvekov du « *Moscow Trust Grup* » et un représentant de « *Solidarité* ». Même stratégie encore pour la « *Pax Christi* » hollandaise, qui

n'envoya à Copenhague que deux délégués dont un résistant afghan.

Quand on saura que le PCI lui-même s'abstint, on mesurera pleinement l'ampleur de l'échec ; échec plus frappant encore si l'on étudie les statistiques concernant la participation européenne et qu'on prend en compte l'appartenance politique des « *personnalités* » qui l'ont parrainé : sur les 2 468 délégués présents, seulement 39 français, 16 italiens et 12 hollandais (pour 75 japonais, 117 indiens et 165 américains).

Quant aux « *personnalités* », censées, par leurs présences, faire rejaillir leur prestige sur celui du congrès, là encore les Soviétiques en furent pour leurs frais. Si l'on se doute que les organisateurs ne parvinrent à convaincre aucune des « *stars* » pressenties pour l'ouverture (E. Kennedy, R. Ghandhi, Perez de Cuellar, Jesse Jackson), ils n'eurent pas droit non plus aux « *seconds couteaux* » de la politique internationale. En fait de célébrités, le congrès dut se contenter des sportifs Zatopek (Tchécoslovaquie) et Juantorrena (Cuba), et du journaliste français Roger (sic) Escarpit, présenté un peu hâtivement comme le « *fondateur* » du « *Monde* » ! Les Soviétiques éprouvèrent des difficultés du même tonneau pour donner poids et importance à l'*Appel de Copenhague*, petit frère de l'*Appel de Stockholm* et au bas duquel on cherche en vain la signature des Picasso et des Joliot-Curie d'aujourd'hui.

SECOND ÉCHEC : UN CONGRÈS CONTESTÉ DE L'INTÉRIEUR

Ses efforts de séduction étant tombés à plat, l'URSS allait payer très cher sa présence dans un pays démocratique. Copenhague n'est ni Varsovie, ni Budapest et encore moins Moscou. Ici, point de miliciens postés aux lieux névralgiques, point de filtrage aux frontières ni de barrière psychologique propre à empêcher ou inhiber les tentatives de libre expression. Les Soviétiques allaient très vite en faire l'amère expérience. Ils eurent droit, pour le seul premier jour, à une manifestation maoïste (KAP) devant les locaux du congrès, à une distribution de tracts dénonçant la situation en Ukraine, à un canular invitant les congressistes à fêter, dans l'enceinte de l'ambassade de l'URSS, le 30^e anniversaire de l'écrasement de la contre-révolution hongroise (avec port de cravate noire exigé), et, comme si cela n'était pas déjà insuffisant, à une cascade de perturbations dès la séance d'ouverture : au beau milieu des discours, des « *opposants* » réussirent, sous l'œil médusé des milliers de délégués, à déployer une longue banderole au texte lapidaire mais significatif de : « *Ceci est une conférence pour la Paix organisée par le KGB* » !

L'assistance était à peine remise de ses émotions qu'un délégué britannique, interrompant le président de séance, contestait à Hermod Lannung le droit de présider le congrès : n'avait-il pas fondé, en 1940, l'*Association parlementaire d'Amitiés Troisième Reich-Danemark* ?

(1) « *Jyllands Posten*, 29 juin 1986.

(2) « *Campagne pour le Désarmement Nucléaire* » et « *Désarmement Nucléaire Européen* ».

(3) « *Comité National pour la Paix et la Défense* » et « *Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe* ».

Un instant plus tard, une déléguée de nationalité non précisée venait rappeler au bon souvenir des congressistes le sort de l'Afghanistan occupé.

Dans les jours qui suivirent, d'autres « incidents » vinrent perturber de l'extérieur le calme feutré des débats : une conférence de presse de pacifistes indépendants des pays de l'Est ; une manifestation pro-afghane devant les bâtiments du Congrès ; une autre devant l'ambassade soviétique ; l'ouverture et la tenue d'un tribunal sur l'Afghanistan ; sans oublier l'incroyable bataille rangée qui ôta toute « dignité » à la séance de clôture (voir *Est & Ouest* n° 36).

Ces incidents furent d'une telle intensité qu'ils ne pourront être niés dans les comptes rendus soviétiques du Congrès. Ainsi cet article publié dans l'hebdomadaire soviétique « *Temps Nouveaux* » où il est fait mention des « diverses provocations » :

« Le déroulement du Congrès a connu des entraves. Comme si un chef d'orchestre dirigeait une suite de provocations à différentes étapes du forum, en ses divers secteurs, matin et soir, des « messagers » des douchmans (bandits) afghans, munis de pancartes, accueillaient les délégués devant Bella Center (...). A la cérémonie de clôture, la provocation se répéta. Il s'avéra plus tard que les terroristes entrèrent à Bella Center munis de fausses cartes. (...) Les nervis avaient même préparé des conteneurs avec du gaz lacrymogène. Mais ils n'ont pas eu le temps de s'en servir ». (4)

A cette contestation d'origine externe, répondit une contestation interne non moins résolue, due à la présence, au sein de certaines délégations occidentales, de dissidents exilés.

La violente réaction d'hostilité des organisateurs à l'égard de ces « troubles », engendrant les critiques unanimes de la presse danoise, força le Parti Radical et le Parti Socialiste Populaire à se démarquer d'une manière ou d'une autre des propositions de consensus. Le leader du Parti Radical, Niels Helveg Pedersen, se sentit obligé de critiquer la présence soviétique en Afghanistan lors du Forum interparlementaire, tandis que le Parti Socialiste Populaire réussissait à faire admettre et l'intégration du « Comité Ukrainien pour la Paix » (le 3^e jour des discussions), et l'organisation d'une conférence de presse des « exclus du congrès ». Au grand dam des Soviétiques, comme le confirmèrent les deux auteurs de l'article des « *Temps Nouveaux* » :

« Le travail de sape contre le congrès a été aussi mené avec plus de souplesse. Par exemple, on a essayé de créer l'impression que certaines organisations étaient écartées du congrès. On a vu soudain surgir un « comité ukrainien de la paix ». Personne ne pouvait comprendre d'où venait cette organisation ayant son siège à Londres et, comme par un fait exprès, ne comptant pas un seul

(4) Vitali Ignatenko et Alexandre Lebedev, *Temps nouveaux*, 43 (86) p. 4.

Ukrainien. Néanmoins, les dirigeants du Parti socialiste populaire du Danemark et ceux du mouvement « Non à l'arme nucléaire ! », se laissant attendrir, ont inclus dans leurs délégations les pseudo-Ukrainiens et, par surcroît, des dissidents de quelques pays socialistes. Ils ont aussi été autorisés à la Conférence de presse » (5).

Il n'est pas jusqu'aux délégations du Tiers monde qui ne furent sources de tracas pour les Soviétiques. Alors qu'il s'agissait pour ceux-ci de démontrer la nécessité de tout sacrifier à la lutte anti-nucléaire, celles-là eurent le mauvais goût d'insister sur l'horreur et l'actualité des guerres de type conventionnel, le conflit Iran-Irak tout particulièrement.

L'ÉCHEC DE LA MANOEUVRE SOVIÉTIQUE : LA PREUVE PAR LA PRESSE

Mais c'est contre la presse que la fureur des organisateurs se déchaîna le plus violemment. Très vite, les rares journalistes à s'être déplacés furent accusés de tous les maux. Aussitôt qu'un incident éclatait, c'est eux que l'on montrait du doigt, ces perturbateurs, ces menteurs, ces falsificateurs...

La colère des officiels avait atteint un tel stade d'aveuglement que, la veille de la clôture du congrès, des délégués communistes déguisés en journalistes distribuèrent un communiqué qui accusait la presse de partialité. Le texte était précédé d'un avant-propos dans lequel un certain Frank Allaun, donné comme ancien président du Parti Travailleur britannique, exprimait son dégoût (*disgust*) devant la manière injuste et peu objective avec laquelle la presse et la radio danoises avaient rendu compte du congrès :

« Les rapports et les photographies que j'ai vus se sont concentrés uniquement sur les trois ou quatre individus dont le but évident était de salir la conférence, heureusement avec peu d'effets. Les 2 500 participants sont directement concernés par la possibilité d'une guerre Est-Ouest. Je crois que la plupart des Danois appuient la cause de la Paix. Je vous demande de publier cette protestation ».

Ladite protestation affirmait, entre autres, que d'un point de vue professionnel la couverture du congrès avait été épouvantable ; que parmi les nombreux thèmes débattus, les mass media ne s'étaient « concentrés que sur un seul sujet : l'implication de l'URSS dans les territoires d'autres nations » ; que les 132 comités préparatoires avaient « décidé que le désarmement mondial était la priorité numéro 1 du congrès », mais que la presse n'y avait pas fait écho, etc. Plus loin, le ton se durcissait encore : « Le 1^{er} août 1975, le gouvernement danois, parmi 35 nations, signa les accords d'Helsinki et fut soutenu, pour cela, par l'association des journalistes danois ». Le « sabotage » auquel ces mêmes journalistes venaient de se livrer dans l'enceinte du congrès était donc

« une infraction caractérisée à l'acte final d'Hel-sinki dans sa partie touchant la coopération dans l'information ». Ces journalistes « violaient les principes qu'ils avaient eux-mêmes signés ». Curieuse et partielle utilisation des accords d'Hel-sinki !

Que la liberté de la presse soit malheureusement impossible en terre communiste, que vérité

et système totalitaire fassent naturellement mauvais ménage, cette ultime tentative des « journalistes » communistes en apporta l'éclatante démonstration. Ce fut là, pour quelques uns, une révélation définitive. Curieux détours de la dialectique !

Jean-Noël LECHAT

NOUVELLES MÉTHODES DE LA PROPAGANDE SOVIÉTIQUE

Immédiatement après guerre, les dirigeants soviétiques mirent sur pied des organisations « frontistes » dans le but de saper les positions occidentales en des domaines et sur des thèmes très variés : au Conseil de la Paix fut dévolu, comme son nom l'indique, le développement du pacifisme et des luttes contre les « menées agressives » de l'impérialisme américain. A la Fédération Syndicale Mondiale, le regroupement international des syndicats sous l'aile du « premier Etat dirigé par la classe ouvrière ». A la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, la canalisation dans un sens « progressiste » des aspirations des jeunes, etc.

On doit admettre qu'aujourd'hui, dans les démocraties occidentales en tout cas, les prétentions à l'indépendance de ces organisations par rapport au pouvoir soviétique ne sont plus crédibles. On connaît bien aujourd'hui l'institution qui contrôle l'ensemble de ces fronts (le Département International du PC de l'Union Soviétique), les hommes qui assurent le lien entre le Département International et la direction de ces fronts, le fait qu'une majorité de ces fronts a son siège dans un pays communiste, que dans leur quasi-totalité ils sont dirigés par des communistes, etc. (1).

Le roi soviétique est nu aujourd'hui et il l'est également lorsqu'on évoque son rôle dans des organisations indépendantes à l'origine, mais progressivement investies par lui, comme c'est le cas du Mouvement des non-alignés. Son président ? Fidel Castro. Ses thèses ? Conformes pour l'essentiel aux thèses soviétiques, que ce soit au sujet des armes nucléaires, du raid américain sur Tripoli, du « rôle agressif » d'Israël, des sanctions contre l'Afrique du Sud, du Nicaragua... Comme le notait avec satisfaction la presse soviétique après la conférence de Harare de septembre 1986, « la déclaration politique de la conférence fait mention des USA... 25 fois, et... ne contient pas de critique à l'adresse de l'URSS (2).

La tactique d'investissement d'une organisation préalablement indépendante est paradoxalement plus payante pour les Soviétiques quand cet investissement n'est pas mené à son terme et que leur influence reste discrète et partielle. C'est le cas de l'*Internationale Socialiste* où, à la faveur

d'une alliance des partis d'Europe du nord (gagnés au pacifisme et à la dénonciation de l'I.D.S.) avec les groupes tiers-mondistes d'Amérique latine, l'Union Soviétique a marqué des points dans son entreprise stratégique d'isolement des Etats-Unis : condamnation des Etats-Unis pour leur attitude négative sur la question d'un arrêt contrôlé des expériences nucléaires ; louanges à l'ANC, l'un des « espoirs de l'Afrique du Sud et de l'humanité elle-même » ; appel au soutien du Nicaragua sandiniste, etc., ont été entendus au 17^e congrès de l'organisation, à Lima, en juin 1986.

Aujourd'hui, les Soviétiques font mieux encore. Le nouveau secrétaire général du PC a véritablement impulsé de nouvelles méthodes de propagande et d'alliances tactiques. Il serait d'ailleurs erroné d'en attribuer à lui seul les mérites : si les grandes organisations frontistes sont progressivement doublées (mais non remplacées) par d'autres organisations, et si la manière de développer leurs thèses est complètement renouvelée, cela ne résulte pas seulement de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle « génération » plus au fait des réalités occidentales (dans le sillage de Dobrynine et Iakovlev notamment), mais dans la fin des illusions d'un grand nombre d'Occidentaux.

Quel changement a-t-on pu observer ?

Tout d'abord, la substitution fréquente de groupes limités en nombre, mais jugés plus qualifiés du fait de leur spécialisation professionnelle, aux grandes organisations internationales classiques, pour développer des thèses conformes à la propagande pacifiste soviétique.

Ainsi, au Conseil Mondial de la Paix, on voit s'ajouter des groupes conjoncturels, des réunions plus ou moins informelles comme le « forum scientifique international pour l'arrêt des essais

(1) Secrétaire général de la FSM : Sandor Gaspar (PSO hongrois) ; du Conseil Mondial de la Paix : Romesh Schandra (PC indien) ; de l'Organisation Internationale des Journalistes : Jiri Kubka (PC tchécoslovaque) ; de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes : Miryam Viré-Tuominen (PC finlandais), etc.
(2) *Temps Nouveaux* n° 37, 1986.

nucléaires », qui s'est tenu à Moscou en juillet 1986. Des groupes plus restreints que la lourde organisation pacifiste internationale se font entendre plus fréquemment que par le passé, comme l'Organisation Internationale pour la prévention de la guerre nucléaire. Elle tenait un « symposium » le 4 novembre dernier à Cuba. En vedette, le duo Chazov-Lown, prix Nobel de la paix 1985, bien connu des lecteurs d'*Est & Ouest*. Ils étaient, paraît-il, 400 médecins à assister à ce symposium. Quinze jours après, l'I.P.P.N.W. (c'est son sigle anglais) se manifestait encore pour dénoncer les essais nucléaires américains et français (3).

On pourrait évoquer encore la réunion tenue par les scientifiques britanniques hostiles à l'I.D.S. fin octobre ou, plus importante, la réunion qui s'est tenue à Hambourg à partir du 14 novembre. Ce « premier congrès international des Scientifiques pour la paix » réunissait 3 700 participants représentant 23 pays. Il avait pour objet d'« éveiller plus encore la conscience » des dangers de la « course aux armements dans la communauté scientifique ». Renforcée par la présence de Klaus Von Dohnanyi (SPD) et de Bruno Kreisky, l'un des dirigeants de l'Internationale Socialiste, le congrès dénonça l'I.D.S. de façon multiple et contradictoire (l'I.D.S. est une arme offensive et non défensive ; c'est un élément de déstabilisation ; c'est une entreprise techniquement irréalisable, etc.).

Les Soviétiques étaient là – bien sûr – et parmi eux, une fois de plus, Chazov, prix Nobel et... membre du CC du PCUS. De telles initiatives permettent de développer une image plus spontanée, mais aussi plus sérieuse, donc plus valorisante pour les thèses de l'URSS, qui considère actuellement qu'il vaut mieux quelques centaines de savants parlant au nom de la Science que des milliers de délégués d'un Congrès Mondial de la Paix déconsidéré au point d'être quasiment ignoré (voir la faible couverture de presse du récent congrès de Copenhague).

La même évolution est perceptible dans le domaine religieux. Si les Soviétiques ne jettent pas la Conférence Chrétienne pour la paix (4) aux orties, ils multiplient les rencontres informelles avec les chrétiens. Du 8 au 10 octobre, une délégation soviétique participa à l'important colloque *Ethique et société* de Budapest. On y remarquait Victor Garadja, directeur de l'Institut de l'Athéisme scientifique à l'Académie des Sciences d'Union Soviétique, un « proche, dit-on, de Mikhaïl Gorbatchev ». Il s'agissait, en somme, pour les dirigeants soviétiques, de ne pas rater cette occasion de renforcer l'image qu'ils veulent renvoyer en Occident d'un communisme ouvert et tolérant. Le résultat est loin d'être négatif : ainsi, un entretien d'une heure vingt entre Janos Kadar et Franz König, ancien archevêque de Vienne, fut-il qualifié par ce dernier de « chaleureux ». Quant au

cardinal Poupard, président du secrétariat pour les non-croyants au Vatican, il s'est déclaré « reconnaissant » pour « l'atmosphère de respect » et « l'effort de recherche de convergence ».

Les Soviétiques n'utilisent pas seulement de nouveaux canaux pour leur propagande : ils en améliorent et en affinent les thèmes. Finies les grosses ficelles d'antan ! Un bon exemple de cette évolution peut être donné par la campagne anti-américaine sur l'origine du SIDA. Nous avons noté ici même la grossièreté des attaques de l'appareil de propagande soviétique. Péremptoirement, en quelques lignes, la *Literatournaya Gazeta* désignait, le 30 octobre 1985, Fort-Datrick, un centre de recherches biologiques de l'armée américaine, comme lieu d'origine de diffusion du SIDA. Dix mois après, la même information ressort des cartons du KGB, mais dans un tout autre contexte. Le public à qui l'on s'adresse est d'abord bien choisi : les délégués des non-alignés, réunis à Harare, au cœur de l'Afrique, le continent même où la maladie prend les plus effroyables proportions. Excellent « terrain », donc. Afin de rendre le message plus respectable encore, il avait été intégré dans un rapport de 38 pages (5) présentant tous les tics de la prose universitaire : schémas, annexes, bibliographie massive (celle-ci comporte en outre des noms prestigieux dans le domaine de la recherche médicale, comme le professeur Montagnier).

Malgré tout l'« habillage » scientifique (description des différents virus, examen mesuré de différentes hypothèses, etc.), la conclusion est identique aux accusations de la presse soviétique l'an dernier : « Le virus du SIDA... dans l'état actuel de nos connaissances, peut seulement avoir été constitué par des manipulations de l'ingénierie génétiques... La première apparition du SIDA coïncide exactement avec l'ouverture du laboratoire P4 de Fort-Datrick – compte tenu de la période d'incubation. C'est ce qu'indique aussi le fait que le développement du SIDA dans le monde est parti de New York, ville voisine de Fort-Datrick. La thèse selon laquelle le SIDA est un produit lié à la préparation de la guerre biologique peut alors être avancée de façon certaine ».

Les signataires de ce texte ? Le Dr Ronald Dehmllov et les Drs Jacob et Lili Segal, de l'université Humboldt de Berlin-Est, paraît-il.

Manœuvre plus subtile encore de la part des Soviétiques : c'est la notion même de propagande, d'arme idéologique renvoyant à la réalité d'une guerre avec des adversaires occidentaux ou pro-occidentaux qui est mise en cause. L'URSS veut se présenter actuellement comme ayant abandonné toute volonté de lutte : les mesures prises par l'Etat soviétique visent ainsi à créer l'image d'une U.R.S.S. ouverte et amicale à tous – et non d'une super-puissance – comme le soutenait

(3) V. *l'Humanité*, 19 nov. 1986.

(4) Fondée en 1958, elle a son siège à... Prague et la plupart de ses dirigeants sont des représentants de l'Eglise officielle dans les pays de l'Est.

(5) Ce texte peut être consulté à la bibliothèque de l'Institut d'Histoire sociale, comme la revue *Soviet Analyst*, de Londres, qui analyse les tout derniers développements de la campagne de désinformation soviétique autour du SIDA.

E. Chervanadzé à la récente conférence de Vienne. Le continent européen « *n'a que faire des concerts donnés par les puissances « élues »*. Ce dont il a besoin, c'est d'une polyphonie harmonieuse où l'on entendrait, en même temps que les autres, les voix des pays neutres et non alignés ». Le nouvel idéal soviétique, « *ce n'est pas la politique de la force, mais la force de la politique* ».

En cela d'ailleurs, il ne fait qu'appliquer la ligne défendue au 27^e congrès, évoquant un monde « *composé de nombreuses dizaines d'Etats dont chacun a ses intérêts parfaitement légitimes* ». L'ouverture ? Le « *progrès social l'exige* » : il appelle une « *interaction constructive, créatrice, des Etats et des peuples* ».

L'application de cette ligne se manifeste par différents types d'« ouverture » :

– « ouverture » du pays aux émigrés. Ceux-ci ne sont plus des traîtres, des déserteurs ou des agents de l'Occident. Ils peuvent rentrer dans leur mère-patrie quand ils le désirent et pour la durée qu'ils désirent. Ainsi Elan Klimov, premier secrétaire de l'Union des cinéastes soviétiques, a-t-il pu affirmer à Radio-Moscou : « *Nous serions heureux si André Tarkovski décidait de revenir et de travailler dans notre pays...* ». Les plus célèbres des émigrés ont été « invités » : Lioubimov, Nekrassov, Neizvestni, Rostropovitch, etc.

L'appel des sirènes du Kremlin a été encore peu entendu et *l'Humanité* du 20 novembre était obligée de monter en épingle le retour d'un cinéaste azerbaïdjanais, Rachid Atamalibekov, rentré après huit ans d'exil aux USA. Les déclarations qu'il fit étaient prévisibles (« *il n'y a en Amérique qu'un Dieu, le Dieu dollar* », etc.), et il remercia les autorités soviétiques « *pour leur geste humanitaire* ». Les médias soviétiques ont multiplié ces dernières semaines films et articles sur les difficultés rencontrées à l'étranger par les émigrés soviétiques. Une vingtaine d'entre eux seraient déjà rentrés, selon *l'Humanité*, depuis le début d'octobre. Selon une indiscrétion calculée d'un « *responsable soviétique* » rapportée par une dépêche de l'AFP du 8 novembre en provenance de Moscou, « *plus de mille personnes auraient fait des démarches en vue de revenir en URSS* ».

– « ouverture » aux étrangers résidant en URSS. L'hebdomadaire *Sovietskaia Kultura* affirme ainsi dans une de ses toutes dernières livraisons, que ces étrangers « *peuvent quitter l'Union Soviétique à tout moment s'ils ne souhaitent pas y rester* ». Selon une étude publiée par la revue sur les Américains résidant en URSS, ceux-ci ne nient pas – comme les autres habitants de l'URSS – les insuffisances des services publics, du commerce notamment. Mais ils se sentent en sécurité et vantent les possibilités de travail, d'éducation et de bénéfices sociaux.

– « ouverture » aux Soviétiques qui désirent quitter leur pays. Des décrets et des amendements aux lois existantes entreront en vigueur le 1^{er} jan-

vier prochain pour faciliter les réunions de familles, les rencontres avec des parents proches, les visites à des lieux d'inhumation. Il « *suffira* » de demander une autorisation qui sera fournie dans le mois – et même dans les trois jours en cas d'urgence. Les exemples de cette ouverture ne manquent pas : les époux Randpere, de hauts fonctionnaires estoniens qui avaient choisi la liberté il y a deux ans, viennent, le 22 novembre, de récupérer leur fille. Le peintre non conformiste Mikhailov, marié à une Française, vient d'être libéré après un procès où l'on avait, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, autorisé un avocat français à venir en tant qu'observateur.

– « ouverture » aux dissidents. C'est ainsi qu'au cours de la récente conférence de Vienne, le délégué soviétique Youri Kachlev s'est entretenu avec Orlov et que Youri Belov a été interviewé pendant deux heures dans les bureaux de la Société Internationale des droits de l'Homme à Vienne.

– « ouverture » enfin à l'égard des Occidentaux qui utilisent les droits de l'homme comme armes critiques contre l'Union Soviétique. Edouard Chervanadzé a souligné plusieurs fois à Vienne l'importance qu'il attachait « *à organiser à Moscou un forum sur les problèmes de la coopération humanitaire* ». Et si *l'Humanité* du 7 novembre enrage d'entendre le Dr Malhuret qualifier ce projet de « *surréaliste* », c'est que cette proposition est au cœur du dispositif de « *lifting* » de sa propre image mis en place par l'Union Soviétique, et de sa nouvelle contre-offensive face à la force grandissante du mouvement de critiques contre elle au nom des droits de l'homme.

Ce serait faire bon marché du malheur et du bonheur des êtres humains que de tenir pour nulles ces mesures. Il convient cependant de remarquer que :

1. *la répression continue*. Le vivier des dissidents emprisonnés est assez grand pour qu'on en libère spectaculairement deux ou trois. Le nombre des candidats au départ est assez grand aussi en URSS pour qu'on puisse régler quelques cas humanitaires sous les projecteurs de l'Occident. Le Dr Koryaguin est dans un camp, comme Jossif Begun, Anatoli Martchenko, etc. Vladimir Klebanov, fondateur d'un syndicat libre, est dans un hôpital psychiatrique spécial et des baptistes, des orthodoxes, des nationalistes sont internés, comme des milliers d'autres. Sakharov est toujours en exil forcé. Les mesures de renforcement des conditions de détention prises en 1984 n'ont pas été abolies.

Quant aux étrangers dont la *Rouskaya Kultura* affirme qu'ils sont libres de leurs mouvements, on aimerait que la démonstration en soit apportée pour un certain nombre de Français encore retenus en URSS aujourd'hui : Jean Der Sarkissian, Victor Mychalizyn, Isabelle et Alex Courtin notamment.

2. la conception que l'URSS se fait des droits de l'homme lui est très « particulière » : le respect des droits de l'homme consiste, selon elle, dans le fait pour l'Etat d'accorder une faveur : ainsi dans les trois mois, l'Etat accordera — ou non — le droit de jouir de la liberté de circulation.

« Les droits de l'homme » ? Une faveur qu'on accorde, mais aussi un objet d'échange. Chacun a en mémoire les autorisations accordées par les autorités est-allemandes à des candidats à l'émigration en RFA contre quelques dizaines de milliers de marks, l'échange d'Orlov et Daniloff contre un espion, etc. Ce qui est échangé actuellement contre les faveurs auxquelles consent l'Etat soviétique, c'est une nouvelle image, un nouveau « look », comme on dit aujourd'hui. Est-ce un hasard si, selon les statistiques données par M.

Kashlev lui-même, le nombre de personnes autorisées à passer à l'Ouest a augmenté « depuis l'ouverture de la Conférence de Vienne » ? Selon lui encore, depuis l'ouverture de cette conférence, 98 Soviétiques ont été autorisés à rejoindre leur famille définitivement et environ 300 autres ont bénéficié d'un droit de visite temporaire.

Pour se persuader du caractère spectaculaire et propagandiste de ces opérations, il suffit, d'ailleurs, de remarquer la jubilation de *l'Humanité* remarquant que « de nombreux journalistes » ne cachent pas qu'ils sont impressionnés de voir les officiels soviétiques dialoguer avec des opposants et une équipe de la télévision de Moscou interviewer, devant le Hofburg, des immigrés « hostiles à la politique du Kremlin ».

Pierre RIGOULOT

URSS : LE SENS DES RÉFORMES

En légalisant en partie le travail individuel privé en URSS, la direction soviétique vient, une nouvelle fois, de frapper l'imagination occidentale. « Libéralisation du régime », « retour à la NEP », ont soudain fleuri dans nos journaux et dans la bouche des commentateurs. Et si certains analystes ont remarqué que cette mesure était fort limitée et ne risquait pas de déboucher sur un changement de la nature même du régime, c'est avec une prudence infinie que leur réserve s'est exprimée, généralement en quelques lignes à la fin d'articles par ailleurs pleins d'espoir.

Très peu ont remarqué l'essentiel : la nouvelle loi n'est qu'une retombée de la lutte contre la corruption et les conduites asociales. En effet, le petit artisanat et le petit commerce existaient en URSS avant l'adoption de la nouvelle loi, le 19 novembre.

Des artisans individuels pouvaient déjà passer des contrats de production avec des entreprises ou des collectivités. Offrir leurs services directement au public comme le font les paysans kolkhoziens, qui peuvent en toute légalité vendre les produits de leur lopin personnel au marché dans les villes, leur était cependant interdit. Les activités artisanales ou commerciales, comme la vente « au noir » de produits de consommation introuvables autrement, ou l'exécution de divers travaux de réparation, comme la plomberie ou la réfection d'appartements, bien qu'illégales, étaient largement tolérées, car dans une grande mesure nécessaires à la vie de la population.

Les activités illicites débouchaient parfois sur le marché noir à grande échelle, organisé par des trafiquants qui parvenaient à amasser des fortunes assez considérables, en créant par exemple des

garages clandestins ou tout simplement en revendant des produits massivement détournés des usines.

Pendant toute la période brejnévienne, ces activités se sont multipliées dans une relative tranquillité. A partir de 1982, la lutte contre la corruption engagée massivement par Andropov, puis reprise par Gorbatchev, a progressivement changé les choses.

Les spéculateurs et les trafiquants du travail au noir ont, dans un premier temps, perdu leurs complices de l'administration, puis ont été eux-mêmes visés par les campagnes de moralisation des activités économiques.

Non seulement les lois qui réprimaient sévèrement ces activités illicites ont été remises en application, mais elles ont été généralisées et complétées. Une loi récente interdit tout revenu parallèle provenant de ce genre d'activités. Le particulier qui arrondit ses fins de mois en faisant de la plomberie ou en retapant des appartements pendant ses week-ends, ou tout simplement revend à son voisin une paire de chaussures en majorant le prix légal (pour simplement tenir compte du temps perdu à faire la queue et du dérangement subi), tombe sous le coup de la loi.

Puisque les circuits normaux de distribution de biens de consommation sont toujours aussi déficients et que les services publics d'après-vente et de réparations diverses demeurent inexistantes, la contre-partie de cette loi devait nécessairement être de légaliser ce qu'il était impossible d'empêcher.

D'autant qu'en légalisant, on fiscalise et on contrôle.

L'initiative privée en matière d'artisanat et de services ne présente pas le moindre danger pour le régime à partir du moment où l'entrepreneur se trouve dans l'impossibilité d'élargir ses activités en cas de succès (l'embauche de salariés est interdite) et qu'on l'empêche de s'enrichir excessivement par des barèmes d'imposition soigneusement calculés.

L'idéologie soviétique s'accommodera de cette légère entorse au dogme, comme elle s'accommode depuis longtemps du lopin des kolkhoziens ou des contrats de production passés par les entreprises avec des artisans indépendants.

On est loin d'une NEP, même si la loi paraît représenter une timide ouverture. L'espoir d'une évolution du régime soviétique est cependant tel que ce petit geste apparaît pour beaucoup comme le signe avant-coureur d'un futur changement qui ne manquera pas de se produire si l'Occident laisse le temps à Gorbatchev.

Il faut comprendre le dilemme du commentateur. Mikhaïl Gorbatchev est présenté, depuis sa nomination, comme un pragmatique, un « réformateur libéral » dont le but serait de sortir « la Russie » de la situation déplorable où ses prédécesseurs moins éclairés, Brejnev et Tchernenko, l'ont laissée, quitte s'il le faut à prendre à contrepied l'idéologie. Grâce à lui, le désarmement devient possible, le risque de guerre peut être jugulé et le commerce redevenir, comme à l'époque de la détente brejnévienne, le trait d'union privilégié entre l'Est et l'Ouest.

Comme dans le pari de Pascal, il peut paraître que l'on ait tout à gagner et rien à perdre en faisant confiance à Gorbatchev.

Le piège est là. Car si Gorbatchev n'est pas ce que la propagande fait de lui, si l'on estime qu'en Union soviétique un homme, fut-il le secrétaire général du parti, n'a pas le pouvoir de changer l'ordre des choses (le régime), ou le sens de l'histoire (la pratique idéologique) ; que si d'aventure et avec les meilleures intentions du monde, comme Nikita Khrouchtchev, il tente de le faire, il met en péril et son propre pouvoir, et celui de l'ensemble de la classe dirigeante qui n'est pas disposée à se laisser dépouiller de ses prérogatives, ni à tuer toute possibilité future d'instauration du communisme sur la planète, on ne peut que conclure au caractère inévitable de la tension entre l'Est et l'Ouest. L'URSS ne change pas de stratégie, seulement de tactique.

On se trouve dès lors dans le cas de figure inverse du pari de Pascal. Si l'on fait confiance à Gorbatchev et que l'on a raison, on ne gagne que ce qu'on a déjà, c'est-à-dire la prospérité et aussi la paix. Mais si l'on se trompe, le risque est de tout perdre.

En revanche, en se préparant à l'affrontement, on risque de perdre du temps et de l'argent si l'on se trompe, mais on préserve les acquis si l'on a raison.

C'est cette branche de l'alternative que le président Reagan semble avoir adoptée, d'où son refus d'abandonner l'IDS. Le but du Kremlin semble être au contraire de forcer les Occidentaux à parier sur Gorbatchev.

Les Soviétiques nous ont habitués, avec Brejnev, Andropov et même Tchernenko, aux offensives de propagande visant à faire du secrétaire général une « colombe » et de l'URSS, une puissance pacifique dont la restructuration économique serait le seul but.

Depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, en mars 1985, une telle offensive s'est développée, notamment à partir des propositions répétées du nouveau secrétaire général sur le désarmement. Cependant, de nouvelles techniques paraissent avoir été mises en application.

La politique de « transparence », qui est simplement une intensification de la lutte contre les conduites antisociales par la critique, s'est transformée, grâce à la catastrophe de Tchernobyl, en un moyen de véhiculer une nouvelle image « libérale » vers l'étranger. L'impression en Occident est que si l'on parle des problèmes, c'est que le régime évolue. En réalité, on parle des problèmes pour récupérer le potentiel de mécontentement qu'ils provoquent au bénéfice du système. Un journaliste compétent est allé jusqu'à opposer la « transparence » à la « langue de bois » alors que la première utilise en permanence la seconde.

Les journalistes soviétiques à l'étranger, les porte-parole des ministères de la Défense et des Affaires étrangères, soudain convertis à la mode de la conférence de presse, et les responsables soviétiques, plus disposés à sacrifier au rite de l'interview que par le passé, ont crédibilisé cette apparente nouvelle liberté de ton.

Dans le même temps, une nouvelle pratique de propagande que, faute d'un terme plus approprié nous appellerons « désinformation structurée », a vu le jour. Elle s'inspire en partie de la légende des « faucons » et des « colombes » qui fonctionne très bien avec les Occidentaux depuis Staline. Dernier exemple en date : l'utilisation du maréchal Ogarkov comme « faucon en chef » pour crédibiliser les propositions de désarmement soviétiques (en le limogeant) tout en faisant planer la menace de son retour si les Occidentaux ne se dépêchent pas suffisamment de saisir les mains tendues (cf. la précédente livraison d'*Est & Ouest*).

L'observation des méthodes de travail des soviétologues qui déterminent les « ouvertures » ou les « fermetures » du régime en fonction de la personnalité des titulaires de certains postes, semble avoir donné aux spécialistes des départements internationaux et de la propagande du comité central l'idée de crédibiliser les thèmes de la propagande en procédant à des nominations et des limogeages adéquats.

Les changements de personnel à la tête de l'appareil culturel en fournissent un excellent exemple.

Si l'on en croit la propagande, le libéralisme d'un dirigeant soviétique, on l'a vu avec Andropov, se mesure à sa capacité d'apprécier la musique de jazz et les arts non-conformistes. Une attitude ouverte face à l'Art serait donc le signe d'une plus grande volonté de lutter contre les rigidités dogmatiques. Selon la rumeur, Gorbatchev est, comme il se doit, un dirigeant cultivé et sa femme, Raïssa, voue une véritable passion à l'art et aux artistes. Elle vient d'ailleurs d'être nommée membre du fonds soviétique pour la culture qui vient d'être créé.

Après le XXVII^e congrès du parti, en mars dernier, l'un des tests de la « libéralisation » en matière artistique a été la tenue des congrès des unions des écrivains et des cinéastes. Premier signe d'un changement, les deux premiers secrétaires de ces unions, Kouladjanov pour les cinéastes et Markov pour les écrivains, en poste depuis l'époque de Brejnev et qui passaient pour conservateurs et timorés, ont été remplacés respectivement par un cinéaste moins conformiste, E. Klimov, et par le rédacteur en chef de la revue « *Novii Mir* », V. Karpov.

« *Novii Mir* » est un peu la revue phare de la littérature soviétique. C'est dans ses pages que, sous Khrouchtchev, Soljénitsyne publia sa « *Journée d'Ivan Denissovitch* ». Cette publication fut considérée à l'étranger comme la preuve que quelque chose changeait en URSS. La revue est demeurée dans l'esprit des Occidentaux un peu comme le point de passage obligé d'une réforme en matière culturelle. S'il se passait avec « *Novii Mir* » quelque chose d'équivalent à la publication de Soljénitsyne, ce serait la preuve de l'évolution du régime.

Dans ce sens, la nomination d'un écrivain ruraliste qui n'est même pas membre du parti, Sergueï Zalyguine, comme rédacteur en chef de la revue, n'est pas innocente. Peintre des problèmes de l'agriculture soviétique et de la collectivisation (« *Au bord de l'Irtych* », Gallimard 1970), Zalyguine s'est également plongé dans l'étude de mœurs avec un roman sur les problèmes des couples et les relations extra-conjugales. Même s'il a été un secrétaire de l'union des écrivains parfaitement conformiste.

Ces nominations, si l'on en croit la rumeur née des habitués « milieux bien informés » de la capitale soviétique, auraient été imposées par Raïssa Gorbatcheva. Cependant, malgré l'importance que l'on peut prêter en Occident aux unions artistiques ou à « *Novii Mir* », la véritable politique culturelle soviétique se décide dans l'appareil du comité central et au ministère de la culture.

Or, quelques semaines après l'entrée en fonction de Klimov, Karpov et Zalyguine, un nouveau ministre de la culture, puis un nouveau chef du département de la propagande du comité central étaient nommés. L'entrée en fonction de ceux-ci donna lieu en Occident à moins de commentaires. Pourtant, ce sont eux qui vont orienter réellement

la politique culturelle soviétique, non les trois autres.

Le nouveau chef du département de la propagande, Iouri Skliarov, est un apparatchik de 61 ans qui s'est illustré comme rédacteur en chef très orthodoxe de la revue communiste internationale « *Problèmes de la paix et du socialisme* ». Basée à Prague, elle est la dernière survivance du Kominform. Son passé ne semble pas le prédisposer à l'ouverture idéologique.

Quant au nouveau ministre de la Culture, Vassili Zakharov (il remplace Piotr Demitchev, membre suppléant du Bureau politique, nommé 1^{er} vice-président du Soviet suprême en juin dernier), c'est également un apparatchik. Docteur en sciences économiques, âgé de cinquante-deux ans, il a enseigné pendant quelques années avant d'entrer au département de l'agit-prop du comité du parti de la région de Léningrad. En 1983, il suivit Grigori Romanov à Moscou, dans l'appareil du Comité central, au département de la propagande que dirige aujourd'hui Skliarov. Il y était 1^{er} chef-adjoint lorsqu'il fut nommé, en janvier 1986, deuxième secrétaire de la ville de Moscou. Il occupait ce poste au moment de sa nomination au ministère de la Culture, où ses compétences idéologiques seront activement employées.

Le rideau de fumée fait par la nomination à des postes secondaires de personnalités artistiques connues en Occident a dissimulé la continuité idéologique aux postes dirigeants.

Plus important, c'est l'interprétation donnée à ces mouvements par les analystes occidentaux eux-mêmes qui a constitué la désinformation. Sans que les Soviétiques aient à ajouter le moindre commentaire.

Pierre LORRAIN

Est & Ouest

vous souhaitez un joyeux Noël
et une heureuse année nouvelle.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Etranger : 346 francs

LE RETOUR DE LA CGT À LA FSM

(suite et fin)

[Dans une première partie (Est & Ouest n° 36, nov. 1986), René Milon a rappelé les circonstances dans lesquelles la CGT a semblé prendre ses distances à l'égard de la FSM. En fait, il s'agissait surtout d'une manœuvre, compliquée par les troubles survenus alors dans les rapports du PCF avec le PC soviétique. Ces troubles étant dissipés et la CGT ne pouvant paraître boudier réellement la FSM, la normalisation passa à l'ordre du jour, perturbée et retardée cette fois par les événements de Pologne].

LES IDÉES DE LA CGT

En juin 1982, au 41^e Congrès de la CGT, Pierre Gensous, membre du bureau confédéral, retraçait ainsi l'évolution des relations entre la CGT et la FSM :

« Depuis 1978 et le IX^e Congrès syndical mondial, où nous nous étions trouvés largement minoritaires sur un certain nombre de conceptions, nous avons poursuivi le débat, tant au sein de la FSM qu'à l'occasion de discussions bilatérales, avec un certain nombre de centrales nationales de la FSM. Peu à peu, l'idée qu'il fallait aller vers un renouvellement profond de la FSM a pris corps et s'est généralisée. C'est ainsi que furent adoptés au Conseil général de la FSM de Budapest en juillet 1980 une déclaration et au 10^e Congrès, en février de cette année [1982 à La Havane], un document final qui constituent des avancées intéressantes. Le 10^e Congrès a d'ailleurs été un événement syndical que nous avons apprécié de façon positive, vu sous l'angle de la participation qui fut très large et notamment de syndicats de pays en voie de développement, vu sous l'angle du contenu des discussions et aussi de ses conclusions rassemblées dans le document final » (Compte rendu, p. 136).

Henri Krasucki, dans son rapport, avait souligné encore plus nettement que, si le récent congrès de la FSM avait « marqué une évolution positive », c'était parce que, « bien mal comprises et peu aimablement accueillies en leurs temps, les idées avancées par la CGT (avaient) fait leur chemin ». (id. p. 39).

Bref, les choses avaient évoluées de telle manière, à croire nos deux cégétistes, que si la CGT reprenait sa place à la FSM, ce ne serait pas parce que la CGT aurait reconnu son erreur, mais parce que la FSM aurait adopté les idées de la CGT quant au rôle et à la structure de l'organisation internationale.

Et, répétons-le, sans le fâcheux épisode polonais, il est fort possible que la CGT eût alors admis que l'évolution de la FSM était suffisamment avancée pour que les Français reprennent leur place dans les organes dirigeants de l'internationale.

Or, la raison donnée par la CGT relève de la comédie. Car nous ne trouvons, dans les idées que les dirigeants cégétistes se targuent d'avoir fait accepter à la FSM, rien qui paraisse aller à l'encontre des intentions soviétiques. Ce sont, au contraire, les Soviétiques qui ont fait défendre et propager leur point de vue par la CGT – apparemment dans l'opposition – pour donner – répétons le – plus de crédibilité à ce point de vue.

Pierre Gensous les avait exposées lors de son interview, plus haut citée, de février 1979 :

« La FSM ne peut plus être ce qu'elle était voilà vingt-cinq ans. Aujourd'hui, les organisations syndicales sont majeures, indépendantes, souveraines et jalouses de leur indépendance ». (Staline avait donné les mêmes raisons quand, en 1943, il supprima le Kimintern C.H.). « La première conséquence est qu'on ne peut plus accepter l'orientation et les directives décidées d'un centre international. La FSM ne doit plus être un centre qui dirige, mais un creuset où viennent s'échanger différentes expériences. Cela implique que les statuts stipulent que la FSM doit être considérée comme un large rassemblement volontaire de toutes les organisations désirant y adhérer.

« Nous voulons une organisation largement ouverte, y compris aux organisations syndicales ayant une autre affiliation internationale... Et dans la FSM que nous voulons, il y aurait égalité la plus absolue des droits en tout domaine, y compris dans les votes où chaque organisation, quel que soit le nombre de ses adhérents, ne disposera que d'une voix.

D. : Mais c'est l'ONU syndicale, que vous proposez ! P. Gensous : c'est exactement la réplique qui m'a été faite par le délégué soviétique. Oui, une ONU syndicale. Pourquoi pas ? » (*Intersocial*, l.c.).

Admettons que le délégué soviétique ait bien éprouvé cette surprise devant certains aspects de la proposition cégétiste. Cette proposition ne s'en situe pas moins dans le droit fil de projets soviétiques depuis longtemps en voie de réalisation.

LES PROJETS SOVIÉTIQUES

Dès qu'ils eurent compris que la scission syndicale internationale était durable, sans doute définitive, les soviétiques abandonnèrent la chimère d'une organisation syndicale mondiale unitaire : ce que la FSM avait été, ou presque, au lendemain de sa fondation et ce qu'elle ne redeviendrait jamais.

Alors, ils tentèrent d'amener dans sa mouvance des organisations syndicales de toutes sortes, y compris celles qui étaient affiliées aux autres internationales syndicales, notamment à la CISL.

Les congrès de la FSM ne furent plus à proprement parler des congrès de la FSM, mais des « *Congrès syndicaux mondiaux* » ouverts à toutes les organisations syndicales qui voudraient bien s'y faire représenter.

C'est ainsi qu'au IX^e Congrès à Prague, sur les 358 organisations présentes, 240 n'étaient pas affiliées à la FSM (les deux tiers) et, sur ces 240, 92 adhéraient à la CISL. Cela au congrès où la CGT manifesta son désaccord. Et ce n'était pas la première fois que le congrès de la FSM ouvrait ainsi largement ses portes.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner ni de crier au miracle parce que la CGT a fait adopter son point de vue.

Peut-être, en effet, l'idée de l'égalité des voix dans les congrès (une organisation, une voix) a-t-elle fait sursauter le délégué soviétique. Mais ce sont là choses dont on s'arrange aisément.

En tout cas, les Soviétiques avaient rallié on ne peut plus rapidement le prétendu point de vue de la CGT. Lorsqu'il donna son interview, Pierre Gensous revenait de Prague, où il avait pris part, pendant une semaine, aux travaux de la Commission de révision des Statuts de la FSM. Il révéla que « *la totalité de la Commission* » (y compris donc les soviétiques) avait pris en considération les propositions de la CGT. A son avis, ces propositions seraient retenues, notamment « *en ce qui concernait le préambule et l'article premier (sur la composition de la FSM)* »).

La CGT avait donc cause gagnée dès 1979.

*
**

Ainsi, on est porté à croire que, de même que la CGIL en 1973 avait suivi une « suggestion » des Soviétiques en demandant à ne plus être que membre associé de la FSM afin de pouvoir être admise dans la Confédération européenne des syndicats, de même ce n'est pas sans l'accord des Soviétiques que la CGT (qui y était, il y a quinze ans, assez nettement hostile) a mené campagne pour obtenir que la FSM devienne ce que les Soviétiques souhaitaient qu'elle fût : un rassemblement hétéroclite, mais vaste, d'organisations syndicales du monde entier, dont la confusion permettra aux communistes d'étendre leur influence au-delà des syndicats, fédérations et confédérations qu'ils contrôlent directement et ainsi de pêcher abondamment en eaux troubles...

René MILON

Un authentique parti communiste combattant

LE PARTI COMMUNISTE LIBANAIS

« A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant ».

V.I. Lénine
(Œuvres, t. 11, p. 222)

Sur la scène du Moyen-Orient, en constante éruption depuis plus de trois décennies, les partis communistes jouissant d'un minimum d'existence réelle et d'implantation (1) sont souvent contraints, pour « coller aux masses », d'effectuer des manœuvres fort acrobatiques et même parfois de vanter de bien surprenantes marchandises. Dans ce registre, un morceau de bravoure nous est fourni par le Parti communiste d'Iran (Toudeh) :

« *Nos masses laborieuses en lutte contre l'impérialisme dévorant, conduit par les Etats-Unis assoiffés de sang, ont vu le visage de leur bien-aimé imam et guide Khomeiny, le briseur d'idoles,*

(1) Nous ne parlons pas ici d'entités ectoplasmiques du type « parti communiste de l'Arabie séoudite ».

apparaître dans la lune. Ce ne sont pas quelques grincheux qui pourront nier ce que toute une nation a vu de ses propres yeux » (2).

Au-delà de ces exercices de style (qui n'ont d'ailleurs pas porté chance au Toudeh), le terrain moyen-oriental va permettre de constater, une fois de plus, l'extraordinaire fixité du modèle marxiste-léniniste. Soumis, dans une situation donnée, à des *stimuli* extérieurs comparables, les PC les plus divers tendent tous à réagir de façon analogue. On a beau savoir que c'était précisément là l'objectif que Lénine assignait à son « *parti de type nouveau* », il est frappant de constater combien, au bout de huit décennies, les réflexes continuent de jouer.

LE STYLE « COMMUNISTE COMBATTANT »

Il y a eu, dans l'histoire de l'entre-deux guerres, un communisme de style « combattant » il-

(2) Dans son journal « *Navid* » n° 28, nov. 1978. Cité par Amir Taheri, « *Khomeiny* », Balland, 1985.

lustré notamment par la phase putschiste et insurrectionnelle du Komintern, celle des quatre premiers congrès (1919-1922). Cette pratique conspirative et armée a été ultérieurement reprise par les organisations de résistance communiste de France (FTP) et d'Italie (Partisans) engagées contre le nazisme durant la seconde guerre mondiale. Les organisations communistes combattantes des décennies 70 et 80 (3) s'inscrivent dans cette tradition même si, du point de vue soviétique, il s'agit plutôt de rejets illégitimes.

L'épidémie communiste combattante n'épargne pas le Moyen-Orient. Son premier vecteur est la fraction la plus radicale, la plus gauchiste du mouvement palestinien qui a fait, dans les années 68-70 et comme c'était également la mode en Europe, son prurit maoïste. Écoutons le ton du discours du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) en 1969 :

« Une lutte armée ne peut se lancer ni se gagner sans un parti combattant. Si le parti doit avoir une branche militaire, l'organisation politique ne doit pas moins être structurée et entraînée militairement. En bref, le mot d'ordre qui dit que « tout combattant est un membre du Parti, et tout membre du Parti est un combattant », nous montre la voie stratégique à suivre pour construire un parti combattant conforme à notre idée du mouvement national palestinien et de la lutte de libération » (4).

L'organisation politique à partir de laquelle s'était créé le FPLP, le Mouvement Nationaliste Arabe, éclate en 1967, après la Guerre des Six Jours. Ses militants les plus radicaux créent alors, en 1969, l'Organisation des Socialistes Libanais qui, en mai 1970, fusionne avec des exclus et dissidents pro-chinois du P.C. Libanais et un autre groupe gauchiste, l'Organisation du Liban Socialiste, pour former l'Organisation d'Action Communiste au Liban (OACL).

La majorité de ce mouvement choisit la voie légale lors de son premier congrès, en 1971, et rejoint, pendant la première phase de la guerre civile libanaise (1974-76), le Mouvement National Libanais (MNL), fédération de partis et mouvements de gauche. Le secrétaire général de l'OACL, Mohsen Ibrahim, deviendra également celui du MNL. Cependant, une minorité, sous le nom d'Organisation Communiste Arabe (OCA), choisit la voie de la lutte armée contre les régimes arabes réactionnaires et du combat politique contre les PC révisionnistes.

A partir de 1974, l'OCA passe à l'action : attaques à main armée dans des banques, attentats et sabotages divers au Liban, mais aussi en Syrie et au Koweït. L'OCA sera démantelée par une

coopération étroite entre les polices libanaise, syrienne, koweïtienne, jordanienne et égyptienne, et on n'entendra plus parler d'elle à partir de 1976.

Plus récemment, les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (qui ont choisi leur nom par souci d'imiter la Fraction Armée Rouge), responsables en France de divers attentats, notamment de l'assassinat de deux diplomates (un américain et un israélien), ont montré la vivacité, au Moyen-Orient, du « modèle » communiste combattant.

Ces divers petits groupes ne sont toutefois qu'agrégats d'amateurs si on les compare au cas, unique à notre connaissance, du Parti Communiste du Liban, qui a, de son propre aveu, retrouvé, depuis le début de la guerre civile, les réflexes et la pratique des partis combattants d'autrefois.

UN PEU D'HISTOIRE

S'il a plutôt profité de la guerre civile – il se serait passé de +/- 2 000 adhérents en 1970, date de sa légalisation officielle (5), à plus de 10 000 en 1980 (6), le PCL est l'une des structures politiques les plus anciennes du Liban. Fondé en 1924, il adhère aussitôt à l'Internationale et demeure jusqu'à ce jour inébranlablement fidèle à Moscou, malgré les virages que la direction soviétique lui impose. Qu'on imagine la position d'un parti arabe obligé d'applaudir l'Union Soviétique au moment où celle-ci porte, en 1948, Israël sur les fonds baptismaux de l'ONU !

Lié, au départ, au PC de Palestine, composé majoritairement de juifs, le PCL va connaître plusieurs avatars (« PC de Syrie & du Liban ») avant de fusionner avec le PC des Arméniens du Liban (parti spartakiste) et de trouver son assiette géographique purement libanaise. Dissous en 1939, il réapparaît en 1941 sous la forme d'une « Ligue de combat antifasciste et antinazie ». L'installation, en 1944, d'une ambassade soviétique à Beyrouth lui apporte un réconfort qu'on n'imagine pas uniquement moral.

D'échec électoral en échec électoral, nous en arrivons au début des années 70, période où le PCL s'intéresse de plus en plus aux aspects militaires de la situation moyen-orientale. En 1970, il crée et alimente, avec le PC jordanien, une organisation de lutte armée communiste intervenant aux côtés des Palestiniens : *Al Ansar* (les partisans), qui accomplit à partir du Liban sa première mission militaire sur le sol israélien en juillet 1970.

(5) C'est Kamal Joumblatt, chef féodal des Druzes et président d'un parti nommé – par antiphrase sans doute – Parti Socialiste Progressiste, qui, alors ministre de l'Intérieur, signera le décret de légalisation. Quinze ans plus tard, son fils Walid enverra ses commandos récupérer, de façon particulièrement sauvage, les otages soviétiques détenus à Beyrouth par des musulmans intégristes. Bon exemple de la solidité et de la pérennité des alliances soviétiques dans une région pourtant très remuante !

(6) Au plus fort de la première phase de la guerre civile (1974-1976), le PCL prétendait avoir 5 000 partisans en arme, ce qui constitue une exagération assez grossière. L'hebdomadaire anglophone de Beyrouth « Monday Morning », généralement sérieux, donne (8 juin 1981) le chiffre de 14/16 000 adhérents au PCL à cette date.

(3) Brigades Rouges (Italie), Fraction Armée Rouge (RFA), Armée Rouge (Japon), Action Directe (France), GRAPO (Espagne), F.P.25 (Portugal), Cellules Communistes Combattantes (Belgique).

(4) Extrait de « Une stratégie pour la libération de la Palestine ». FPLP - Direction centrale de l'information, Amman - 1969.

L'OLP refusera longtemps qu'*Al Ansar* soit représentée dans les différents organismes de résistance, car émanant de deux PC qui ont approuvé la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 22.11.1967, qui ont longuement attendu avant de passer à la lutte armée (7) et qui n'excluent toujours pas la possibilité d'un règlement pacifique de la question palestinienne. Seule une aide militaire soviétique massive viendra à bout de cette méfiance prononcée (8).

Au même moment, le PCL tente d'organiser, au sud du Liban, une milice, la « Garde populaire », destinée à résister aux raids israéliens. Cette garde subit des pertes (plusieurs morts) lors d'accrochages, à partir de 1975. C'est à cette date que le PCL va prendre son caractère de « parti de masse et de combat ». Comme le dit Rafic Samhoun, membre du bureau politique du PCL, dans un article révélateur de la *Nouvelle Revue Internationale* de février 1982, ce caractère communiste combattant, le PCL est le seul à le posséder dans l'ensemble Europe-Moyen Orient, d'où l'intérêt d'étudier de près une telle rareté.

Que dit Samhoun ? Il commence par souligner la nécessité de la lutte armée :

« En 1975, les circonstances ont brutalement changé : la guerre a éclaté au Liban. La lutte armée est devenue la forme principale de notre action. Le parti était conscient de cette éventualité, il avait pris d'avance des mesures qui s'imposaient. Mais la préparation est une chose, alors que l'entrée dans la lutte armée avec toutes ses complexités, les exigences spécifiques et les tâches toujours nouvelles en est une autre. A proprement parler, la préparation militaire ne se réalise valablement que dans le cours même de la lutte armée. Mais l'essentiel est que le passage du parti dans un état fondamentalement nouveau a rendu nécessaire de modifier radicalement l'essence même de l'activité du parti, les formes d'organisation et les méthodes de travail (...).

« Une fois déclenchée par l'impérialisme, le sionisme, la réaction et les forces fascistes qui leur étaient liées, la guerre a nécessité un passage rapide du parti de la lutte démocratique générale légale à la lutte armée avec, ensuite, des reculs dans certains secteurs, à un travail complètement et partiellement clandestin dans une série de régions... ».

Puis il décrit les structures adoptées :

« Dans les régions sous occupation israélienne, le parti a formé des groupes purement militaires dont la vie se conforme à ses propres lois, différentes de celles présidant à la vie et à l'activité des autres organisations du parti. Le travail clandestin est combiné ici avec les opérations de maquis contre l'ennemi et ses complices, avec la riposte armée aux attaques israéliennes incessantes

visant à élargir les territoires occupés. Ces organisations du parti relèvent directement du Commandement militaire supérieur du parti ».

Puis il montre comment, devant les difficultés, le parti entier est devenu un parti combattant :

« Il est naturel qu'en militant dans des conditions si complexes, le parti a été et est confronté à de grandes difficultés. Au cours des opérations militaires, dans la lutte politique et sociale, il doit rechercher les solutions les plus adéquates aux problèmes d'importance majeure. Le premier est de savoir comment concevoir le travail militaire du parti dans une situation nouvelle. Naturellement, tout au début de la guerre, ce travail était confié principalement aux camarades du secteur militaire du parti dûment préparés. Mais, quelque temps après, l'organisation des opérations militaires ne pouvait plus être confiée à eux seulement. Cela devenait de plus en plus évident avec le renforcement des attaques de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction contre le Liban et toute la nation arabe. Par ailleurs, les possibilités du parti dans ce domaine s'amélioreraient avec l'accroissement du nombre des communistes ayant reçu une formation militaire et accumulé une expérience de combat. Ainsi, d'une part, une nécessité impérieuse est née et d'autre part, la possibilité a surgi pour que le travail militaire soit assumé par le parti tout entier, par tous ses comités et instances, tous les sympathisants, les masses populaires les plus larges ».

Il explique enfin comment fonctionne ce parti militaire :

« Chaque instance du maillon intermédiaire du parti est devenue un état-major militaro-politique et organisationnel responsable qui, parmi d'autres tâches, assume la responsabilité du travail militaire dans les limites de la région concernée et le coordonne avec la direction militaire du parti. Ces organes et avant tout les comités du parti des provinces, créés à la veille du IV^e congrès du PCL, sont maintenant composés de camarades dont la plupart possèdent des connaissances militaires diversifiées. L'expérience accumulée est véhiculée vers les comités locaux du parti, ceux des régions et des sections.

« Les communistes les plus combattifs sont affectés aux forces armées centrales du parti ou aux secteurs de combat armé de telles ou telles régions. Conformément à la directive du parti en vigueur, les camarades ayant reçu la formation militaire élémentaire doivent ou bien parachever celle-ci, ou bien faire partie des détachements de la milice populaire des quartiers résidentiels, composés de communistes et de sympathisants. Aux moments des trêves, ils accomplissent, sur mandat des comités du parti, le travail de mobilisation parmi la population. Si la situation s'aggrave, le parti envoie les meilleurs combattants pour renforcer ses forces armées centrales ou les détachements de première ligne. Les autres sont chargés

(7) La première opération militaire du Fatah en Israël date du 1.01.65.
(8) C'est courant 1972 que Sadate expulse ses conseillers russes. La première livraison d'armes soviétiques à l'OLP se fait en décembre de la même année.

de veiller à la sécurité des régions intérieures ou d'apporter les premiers secours à la population, construire des abris et bunkers, ou encore organiser les études, sans les interrompre même en période de bombardements et de pilonnages les plus violents. Ces détachements participent aussi aux activités visant à satisfaire autant que possible les besoins courants de la population (électricité, eau, alimentation, etc.).

« C'est ainsi que, dans les conditions du Liban contemporain, est interprété et mis en œuvre le mot d'ordre visant à transformer le PCL en un parti de masse et de combat ».

Ce texte, qu'il nous a paru utile de citer longuement, nous apprend, ou plutôt nous confirme des faits d'une extrême importance sur un PC de guerre civile :

- que le parti avait « pris d'avance les mesures qui s'imposaient », périphrase pudique qui révèle l'existence d'un appareil clandestin ;

- que le parti a la capacité d'un « passage rapide du parti de la lutte démocratique générale légale à la lutte armée » ;

- qu'il avait la capacité de créer, autour d'un « commandement militaire supérieur du parti », des « groupes purement militaires dont la vie se conforme à ses propres lois », confiés aux « camarades du secteur militaire du parti dûment préparés » ;

- que cet appareil militaire est complexe et sophistiqué avec, sur le terrain, par région, un « Etat-major militaro-politique (noter l'ordre des mots. NDLR) et organisationnel responsable », mais aussi des « forces armées centrales du parti », composant des « détachements de première ligne » distincts des « détachements de la milice populaire ».

Cette participation du PCL à la lutte armée du Sud-Liban n'est pas une pétition de principe limitée aux revues du mouvement communiste international, ni à ses propres organes de propagande. Dans un numéro de septembre 1984 de son bulletin « *Liban en lutte* », la direction du PCL affirme sa participation résolue au Front de Résistance Nationale Libanaise, créé le 16 septembre 1982, et annonce que le cap de la 1 000^e action militaire contre les Israéliens a été dépassé en août 1984, mois au cours duquel « 74 opérations contre l'armée d'Israël ou ses supplétifs ont été enregistrées ».

Quelle est, dans la lutte armée au Sud-Liban, la part du PCL ? Voici le témoignage (9) du dirigeant d'une organisation charitable vivant au Sud-Liban depuis plusieurs années et fin connaisseur de l'imbroglio local :

« La gauche a eu un rôle primordial dans le démarrage et la conduite de la Résistance Nationale au Sud-Liban : c'est-à-dire le Parti Communiste du Liban et l'Organisation d'Action commu-

niste. Amal a revendiqué la plupart de ces actions, principalement auprès de la presse étrangère, avec un certain succès. Tous ceux à qui j'ai parlé de cette affaire considéraient que la gauche était responsable de 50 % des actions militaires dans le Sud (les Palestiniens 30 % et Amal 20 %). »

Les éléments en provenance des sources les plus diverses montrent l'ampleur et la persistance d'une action armée d'origine communiste au Liban : le 29 août 1983, la radio phalangiste « *La Voix du Liban* », généralement bien informée, fait état de négociations entre Amal et le PCL d'une part et Yasser Arafat de l'autre, visant à transmettre à ceux-là les caches d'armes du Fatah à Beyrouth, abandonnées depuis l'été 1982. Ces contacts se seraient soldés par un échec. Par ailleurs, la « *Pravda* » du 8 juin 1985 signale que le PCL a participé, sur le front du Sud-Liban, à des « opérations militaires-suicide ». Cette activité du PCL n'est pas vue d'un bon œil par les éléments islamiques libanais (Amal, Hizballah, « résistance islamique » du Sud).

En octobre 1983, l'un des groupes composant le Hizballah, le Mouvement d'unification islamique, MUI, intégriste sunnite, attaque un immeuble du PCL à Tripoli (Liban-Nord) et le détruit (10). Au même moment, le MUI se livre à une véritable rafle anti-communiste dans la région de Tripoli : perquisitions, exécutions sommaires, etc., dans le but de ravir au PCL son fief du port de Tripoli ; plus de 100 communistes auraient été tués.

Devant cette grave menace, le PCL se cherche des alliés : une réunion plénière de son comité central en février 1984 affirme l'alliance, de type politico-militaire, du parti avec le « Parti socialiste progressiste » du Liban, c'est-à-dire avec la redoutable milice druze de Walid Jumblatt. En juin de la même année, le politburo annonce une autre alliance, avec le FPLP cette fois. PSP, FPLP : deux obligés des Soviétiques, à des titres divers. Rien là que de très normal.

Cela n'empêche pas, de mars à juin 1984, de très durs combats entre Amal d'une part, le PCL et l'OACL de l'autre, pour éliminer l'implantation communiste armée de Beyrouth-Ouest. Ces accrochages, durant lesquels les communistes auront le dessous, se reproduisent périodiquement – à chaque tentative de réinfiltration, sans doute – durant l'été 1985 à Beyrouth-Ouest et en automne de cette même année à Tripoli.

Pour ne pas être en reste, à partir du début de l'année 1986, c'est au tour du Hizballah de s'en prendre aux communistes.

Ces accrochages, fréquents entre milices, ne témoignent pas d'un acharnement anti-PCL particulier, mais montrent bien l'enracinement et la vitalité d'un communisme armé sur la scène libanaise.

Xavier RAUFER

(9) « *Merip report* », juin 1985.

(10) Signalé par l'agence Tass le 17.10.83.



chroniques

CYNISME COMMUNISTE : DES OTAGES DU LIBAN AUX « OTAGES » DE RENAULT

Les communistes se sont découvert soudain une grande compassion pour les otages français arbitrairement détenus au Liban, tout particulièrement pour l'un d'entre eux : Jean-Paul Kauffmann. *L'Humanité* n'en parlait guère avant une date toute récente. Sa rédaction ne s'était pas particulièrement émue lors de l'arrestation du journaliste de *l'Événement du Jeudi* le 22 mai 1985. *Le Monde* avait annoncé cette arrestation le 28 mai, mais *l'Humanité* n'en parla que le 1^{er} juin, et en des termes qui semblaient bien signifier que le Parti ne s'engageait nullement : « *Les familles et amis de J.-P. Kauffmann, journaliste à l'Événement du Jeudi et de Michel Seurat, chercheur, enlevés le 22 mai à Beyrouth, ont lancé hier un appel à tous ceux qui pourraient aider à leur libération... Les journalistes de l'Humanité soutiennent les efforts entrepris pour obtenir des informations sur le sort réservé à leur confrère et parvenir à sa libération* ».

Ainsi, c'étaient les journalistes de *l'Humanité* qui, en tant que journalistes et parce qu'ils ne pouvaient pas paraître manquer à la solidarité confraternelle, qui avaient fait insérer cette note fort brève dans leur quotidien. Fut-ce volontaire ? La rédaction du texte est telle qu'on pourrait croire que les journalistes communistes n'offraient leur soutien qu'à J.-P. Kauffmann, un confrère, et non à Michel Seurat, qui, lui, n'était pas journaliste. Autrement dit, il ne s'agissait que d'une solidarité professionnelle qui n'engageait pas politiquement le Parti.

Depuis lors, l'organe central du Parti communiste, si prompt

à défendre les causes humanitaires quand la politique communiste peut en tirer profit, n'a pas consacré beaucoup de lignes à J.-P. Kauffmann.

Tout a changé avec la Fête de *l'Humanité*. Mme Joëlle Kauffmann assistait déjà à celle de l'an dernier, mais on n'avait pas songé à utiliser sa présence. Cette fois-ci, photo à l'appui, *l'Humanité* (15 septembre) a signalé sur trois colonnes qu'elle était venue dire « *son refus du racisme anti-arabe qui monte et sa volonté de continuer à se battre pour libérer les otages* » ; dire aussi son accord avec G. Marchais : « *Je suis également contre l'amalgame qui se fait ces derniers temps entre guerre et terrorisme. Et je dis aussi que ce n'est pas par la répression qu'on supprimera le terrorisme, mais en essayant de comprendre pourquoi il existe* ».

L'utilisation de Mme Kauffmann était lancée. Une recension rapide de *l'Humanité* depuis deux mois permet de dire qu'elle n'y avait jamais été autant citée.

Le 7 octobre, *l'Humanité* publiait le commentaire qu'elle avait fait à propos de la vidéo-cassette envoyée par le Djihad islamique et contenant images et déclarations de son mari et de deux autres otages. Le 22 octobre, le journal communiste faisait savoir que Mme Kauffmann s'était rendue à Sofia, au Congrès de l'Organisation internationale des journalistes, où elle avait été invitée par le SNJ-CGT et où on la leurrait de promesses (« *Les congressistes acceptaient alors d'envoyer une délégation à Beyrouth pour rechercher les meilleurs moyens d'obtenir la libération des jour-*

nalistes... Le président de l'Association des journalistes syriens proposait de la recevoir à Damas avec des représentants du SNJ-CGT. On se prend à espérer que des journalistes pourraient réussir là où des gouvernements ont échoué ») (1).

Le 31 octobre, *l'Humanité* donne un message de Mme Kauffmann à son mari, publié la veille dans un quotidien libanais. Le 8 novembre, image à l'appui, le journal communiste signale que « *l'épouse de notre confrère J.-P. Kauffmann* » a été reçue en Seine St-Denis par Valbon, le président communiste du conseil général. Enfin (mais notre énumération n'est pas exhaustive), c'est en bonne place que le même organe présente, le 12 novembre, une déclaration de Mme Kauffmann à la presse au sujet des deux récentes libérations.

Pourquoi cet intérêt soudain, et centré sur J.-P. Kaufmann ? Une seule explication s'impose : les communistes ont de plus en plus de mal à trouver des compagnons de route, des gens jouissant d'une certaine notoriété et consentant à coopérer avec le PC, donc à mettre leur notoriété à son service. Or, Mme Kauffmann — que nous ne songeons pas incriminer dans cette affaire, son désarroi la poussant à saisir toutes les occasions qui s'offrent à elle de se faire entendre — a acquis, dans son effort pour ne pas laisser le sort de son mari tomber dans l'oubli, une notoriété incontestable. Elle est connue. Elle s'est fait un nom. Sans vergogne, les communistes tentent d'en tirer profit. Le sort de J.-P. Kauffmann et des autres otages ne leur importe guère, mais, puisque Mme Kauffmann s'est fait connaître, ils volent à son secours afin de l'avoir avec eux et de prouver ainsi que leur parti est moins isolé qu'on ne le dit.

Les communistes ne bornent pas leur cynisme à utiliser ainsi

(1) La CGT, de son côté, déclarait qu'elle « *savait pouvoir compter sur la solidarité des syndicats des pays arabes dans ses efforts pour obtenir la libération de tous les otages français* ». (*L'Humanité* 12-11-86). Parions que cette solidarité n'ira hélas ! pas plus loin que des mots.

le nom de Mme Kauffmann. Voilà que l'idée leur est venue, plus cyniquement encore, d'utiliser à leurs fins propres le contenu émotif dont le mot « otage » est aujourd'hui chargé dans l'opinion publique française. Il suffit de le prononcer pour éveiller la sympathie pour les otages, l'envie de leur venir en aide, la réprobation pour les auteurs de leurs maux. Aussi, les communistes ont-ils eu l'idée de se servir du mot otage pour tenter de mobiliser l'émotion populaire en faveur de certains de leurs militants qui ont été l'objet de sanctions. Le 9 octobre, la CGT déclarait que la direction de la régie Renault « avait pris en otage » douze militants de la CGT. *L'Humanité* du 10 publiait la photo des « otages de Renault ». Et le mot est revenu sans cesse depuis lors (le 15 octobre, le 17, le 21, etc.).

On imagine bien que la direction de la Régie n'a pas fait séquestrer dans ses caves les militants communistes en question. Ils ont seulement été licenciés, avec l'autorisation de l'inspection du travail – toujours difficile à obtenir – à la suite d'une manifestation violente, en septembre, dans les ateliers de l'Ile Seguin. Conformément aux techniques actuellement en

usage à la CGT, les militants sanctionnés, au lieu d'user de leur autorité de délégués mandatés ou élus pour apaiser les passions, ont joué les provocateurs, n'hésitant pas à faire, eux aussi, le coup de poing contre l'encadrement et contre un chef de service qui a été blessé.

La différence est grande entre les otages du Liban, qui n'ont absolument rien fait pour mériter leur sort et qui sont privés de toutes les libertés, et les « otages de Renault » qui peuvent parler, agir à leur guise et dont on peut dire – sans vouloir anticiper sur un jugement quelconque – qu'ils ont cherché ce qui leur est arrivé, ou qu'ils ont obéi à des gens qui cherchaient ce résultat-là.

Une telle utilisation du mot risque fort de lui faire perdre le contenu émotif dont nous parlions plus haut. Mais qu'importe aux communistes ! Tant qu'il aura ce contenu-là, ils s'en serviront pour mobiliser un peu mieux au service de leur cause une opinion populaire qui se demande un peu plus chaque jour si la répression dont les militants communistes prétendent être les victimes est aussi injustifiée qu'ils le proclament.

Claude HARMEL

laïcité comme combat contre l'« obscurantisme » officiel, les éléments d'un contre-enseignement progressiste, au contenu du reste variable comme la tactique politique : la morale franchement communiste (3) en période d'isolement du P.C., la morale simplement « républicaine » (4) en période d'union des « républicains ». C'est que Lucien Sève lie étroitement philosophie et politique et donc philosophie marxiste et « parti de la classe ouvrière ».

Contre l'« arrivisme intellectuel »

Il gagne la célébrité dans le P.C. en 1959, avec son essai « *La différence* » (5), réponse au livre du philosophe Henri Lefèbvre « *La somme et le reste* ». Militant de base depuis 1928, H. Lefèbvre venait d'être exclu pour sa participation à l'opposition antistalinienne née autour du 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique (février 1956), si mal accueilli par le P.C.F. Citations de Staline et de l'idéologue Jdanov à l'appui, L. Sève se charge, sur le plan philosophique, de réfuter le « révisionnisme » d'H. Lefèbvre, non sans recourir aux attaques personnelles habituelles, enrobées de sociologie : « *En adhérant au parti communiste, ce que Lefèbvre a eu essentiellement en vue, c'est d'y faire carrière* » (p. 180) ; dominé par l'« arrivisme intellectuel » (p. 176), H. Lefèbvre aurait brigué un haut « grade » dans le parti ouvrier en vertu de ses titres universitaires « bourgeois ». Reconnu, lui, par ses pairs, comme un véritable « intellectuel de type marxiste » grâce à la démolition de son grand aîné et ex-camarade, L. Sève est promu au Comité central en mai 1961 (16^e Congrès)...

En 1960-61, Maurice Thorez se résoud à s'aligner sur Khrouchtchev ; L. Sève devient donc krouchtchévien : le 22^e Congrès du P.C.U.S. (octobre

LA PHILOSOPHIE ASSERVIE À LA POLITIQUE : LE CAS DE LUCIEN SÈVE

Lucien Sève est, depuis l'exclusion de Roger Garaudy pour antisoviétisme en 1970, le philosophe n° 1 du P.C.F. Aussi sa signature, en bas d'un appel – concernant certes l'immigration et non pas le P.C. (1) – à côté de celles de quatre intellectuels d'extrême-gauche et surtout de sept intellectuels communistes dissidents (2), constitue-t-elle un événement.

Lucien Sève a, en effet, un

long passé de « dur ». Etudiant de l'École Normale Supérieure, passionné de psychologie, il s'enthousiasme pour le matérialisme dialectique et historique d'après lequel l'individualité est d'essence historico-sociale (pas de « nature humaine ») et il adhère au P.C., en pleine guerre froide, en 1950, à vingt-deux ans. Erudit des classiques du marxisme-léninisme, esprit systématique, auteur prolifique, pédagogue limpide, très vite Lucien Sève écrit dans les revues du P.C. et dirige une publication, les Documents E.D.S.C.O., qui fournit aux instituteurs, dans la conception communiste de la

(1) « *Le Monde* », 29 octobre 1986.

(2) Pierre Juquin, Vincent Labeyrie, Michel Vovelle, Patrick Tort, communistes « rénovateurs » ; Henri Lefèbvre, exclu en 1958 ; Victor Leduc, exclu en 1970 ; Georges Labica, démissionnaire en 1982.

(3) Par ex. Documents E.D.S.C.O. d'octobre 1953 : « *La morale* ».

(4) N° de mars-avril 1959 : « *Instruction civique* ».

(5) Editions de la « *Nouvelle Critique* ».

1961), qui s'acharne sur un mort, Staline, « a été de bout en bout une extraordinaire leçon de morale », impensable dans le monde capitaliste pétri d'immoralité (6).

Fin 1962, L. Sève reprend une série d'articles des années 1959-60 dans son livre « *La philosophie française contemporaine* » (7) qui oppose, à la fonction de classe (bourgeoise) de la philosophie enseignée par l'université, ce « maître de philosophie d'un type nouveau » (p. 311) qu'est le parti du prolétariat. Au passage, il rend un hommage, assorti de quelques réserves seulement, à l'apport philosophique de Staline. Ce qui tombe mal juste au moment où, à la suite du P.C.U.S., le P.C.F. condamne les « erreurs philosophiques de Staline » (et de Jdanov) (8) et passe de la lutte quasi-exclusive contre le « révisionnisme » à la lutte prioritaire contre le « dogmatisme » (de Staline et de... Mao Zedong), devenu à son tour le « danger principal » (9). Alors philosophe officiel du P.C.F. et protégé de Thorez, Roger Garaudy entame à l'époque son évolution idéologique, marquée par le rejet d'une vision manichéenne et machiavélique des choses et par un rapprochement avec la religion. R. Garaudy critique sévèrement le livre de L. Sève : c'est « une caricature du marxisme » qui dénie tout contenu propre aux idéologies, « pas plus d'ailleurs le marxisme que les autres » (10). L. Sève, qui n'est pas autorisé à se défendre, fait l'autocritique de sa « sous-estimation du caractère néfaste du culte de la personnalité de Staline » au Comité central de mai 1963 (11).

La même année, il participe à la lutte contre les dirigeants

« révisionnistes » de l'Union des Etudiants communistes, apportant à nouveau sa caution d'intellectuel et de philosophe à la méfiance traditionnelle des communistes envers les intellectuels, « petits-bourgeois » par nature sociale et formation scolaire. Parallèlement, il combat l'idéologie « bourgeoise » des dons intellectuels (12).

Une « rigueur » théorique au service de Georges Marchais

Au Comité central d'octobre 1963, consacré au schisme chinois, L. Sève intervient sur les œuvres philosophiques de Mao : grâce au parti, « rendu plus vigilant dans ma relecture, j'ai eu le sentiment que ces textes étaient loin d'être aussi satisfaisants que je l'ai pensé à une certaine époque » (13).

Au Comité central d'Argenteuil sur la culture et les intellectuels (mars 1966), puis dans son gros livre « *Marxisme et théorie de la personnalité* » (14), il critique la « réinterprétation du marxisme que Roger Garaudy développe depuis 1959 » (p. 87) et la « réinterprétation structuraliste » et « théoricienne » (p. 102) du philosophe communiste maïosant Louis Althusser.

L. Sève se taille ainsi, dans le P.C. et auprès d'une certaine intelligentsia social-démocrate, une réputation de fidélité remarquable et de grande rigueur théorique qu'il met, sans nuances comme toujours, au service de... Georges Marchais : « *C'est cela la puissance d'un livre, d'un vrai livre, d'un livre vrai : il peut changer pratiquement celui qui l'a lu* » (15) (à propos de « *L'Espoir au présent* », signé de G. Marchais).

En 1970, il est nommé directeur des éditions du parti, les Editions Sociales, pour veiller à l'orthodoxie des ouvrages publiés.

En 1976, il est chargé de justifier, sur le plan de la théorie

(16), le rejet surprise de la « dictature du prolétariat » par G. Marchais à la télévision (17).

L'immoralité des contestataires

Dans la lutte contre les « contestataires » d'après mars 1978, il met en cause la moralité de son plus proche collaborateur aux Editions Sociales, Antoine Spire, démissionnaire des E.S. puis du parti (« *Il ambitionnait depuis longtemps d'être sensiblement plus que le directeur commercial des Editions sociales* » (18)) et celle de Jean Elleinstein (« *On pourra d'ailleurs se demander... si les préoccupations de J. Elleinstein ne sont pas pécuniaires en même temps qu'idéologiques* » (19)). Cela dans la plus pure tradition thorezienne (« *Une petite poignée d'ennemis du Parti, d'hommes corrompus et démoralisés a quitté nos organisations* » (20)).

Partisan de l'abandon de la politique du programme commun et de l'eurocommunisme, L. Sève intervient avec vigueur au 23^e Congrès (mai 1979) sur le thème de la « guerre idéologique », lancé par la direction du parti. Il est nommé, peu après, directeur adjoint du nouvel Institut de Recherche marxiste (I.R.M.).

En 1980, il publie un très gros livre, « *Une introduction à la philosophie marxiste* » (21), qui théorise la nouvelle ligne du P.C. et poursuit, au niveau philosophique, la critique entamée par le Bureau politique depuis avril 1978 contre M. Thorez et Waldeck Rochet (le « retard de 1956 »). D'après L. Sève, la philosophie marxiste, en France, a subi successivement, depuis les années cinquante, trois déformations : dogmatique, éclectique et théoricienne, liées aux erreurs politiques (p. 14), la philosophie étant alors subordonnée à la politique et soumise

(6) « *La Pensée* » de janvier-février 1962, art. : « *Sur la conception marxiste de la responsabilité* ».

(7) Editions Sociales.

(8) Par ex., le rapport de R. Garaudy à l'assemblée des philosophes communistes présidée par M. Thorez le 14 juin 1962 (« *Cahiers du communisme* » de juillet-août 1962).

(9) Résolution du Comité central du P.C.F. du 10 mai 1963.

(10) « *Cahiers du communisme* » de mai 1963, art. : « *A propos des Manuscrits de 1844 de Marx et de quelques essais philosophiques* ».

(11) Brochure « *Les étudiants communistes face aux grands problèmes de notre temps* ».

(12) Par ex. : « *Les « dons » n'existent pas* » (« *L'Ecole et la nation* » d'octobre 1964).

(13) Documents du P.C.F. : « *Sur la situation du mouvement communiste international* », octobre 1963.

(14) Editions Sociales, 1969.

(15) « *Humanité-Dimanche* » du 7 septembre 1980.

(16) « *Cahiers du communisme* » de juin.

(17) Le 7 janvier.

(18) « *L'Humanité* » du 23 octobre 1978.

(19) N° du 14 juin 1980.

(20) M. Thorez au 15^e Congrès du P.C.F., juin 1959 (« *Cahiers du communisme* » de juillet-août).

(21) Editions Sociales.

aux interventions du B.P. (pp. 567-68) ; en revanche, dans la décennie soixante-dix, le B.P. a reconnu sa pleine autonomie à la philosophie (p. 16)... tout en la faisant lui-même progresser (p. 16) : il y a eu « progrès du mode de pensée philosophique dans la politique. Les thèses stratégiques qui ont cristallisé dans les 22^e et 23^e Congrès du P.C.F. sont philosophiquement riches ». Henri Lefèbvre s'étant rapproché du P.C. depuis 1976, L. Sève le réhabilite : H. Lefèbvre a été victime des errements politiques d'antan (p. 617) ; Soviétiques et Chinois reprenant contact, L. Sève réévalue aussi positivement le rôle philosophique de Mao, introducteur du marxisme en Chine (p. 560). D'où le label d'orthodoxie décerné par... le Bureau politique à la philosophie soit-disant indépendante de L. Sève : « forte identité de démarche de pensée entre Lucien Sève dans son « Introduction » et les travaux du XXIII^e Congrès (22).

En 1982, L. Sève est chargé de répondre, dans la tribune de discussion du 24^e Congrès, à son ami, le journaliste Jacques Arnault qui s'en était pris à G. Marchais : le mauvais score électoral de 1981 n'est pas dû à G. Marchais ; « ce que je sais, en revanche, c'est que les avancées historiques de notre Parti... ont été accomplies avec Georges Marchais comme secrétaire général » (23).

Un philosophe pour Gorbatchev

Le nouveau recul historique du P.C. aux élections européennes du 17 juin 1984 catastrophe L. Sève qui, à son tour, se retrouve dans la situation classique - et si décriée par lui naguère - de l'intellectuel (« bourgeois » ou « petit-bourgeois ») au bout d'un certain nombre d'années de présence au P.C. : en délicatesse avec la direction. Dès lors, il va contester G. Marchais (qualifié par lui en privé de « nul » et d'« arriviste »), mais au moyen d'une

tactique prudente accordée au caractère limité des innovations envisagées : aux différentes sessions du Comité central, où il vote tous les textes de la direction, L. Sève lui reproche le non-respect, dans la pratique, du... 23^e Congrès et plaide en faveur d'un « nouveau type de centralité » (le « centralisme démocratique ») qui permette la coexistence pacifique des « rénovateurs » et des orthodoxes dans le parti et évite un éclatement à l'espagnole. D'après les quelques lignes rapportées par

(24) N° du 19 juin.

« l'Humanité » (24) de son intervention au Comité central de juin dernier, L. Sève a vanté « le bougé » de l'U.R.S.S. qui peut être, selon lui, un « événement d'une importance incalculable ». Au fond, Lucien Sève souhaite au P.C.F. une « rénovation » à la Gorbatchev dont il se ferait le philosophe. Sectaire entre les sectaires et politicien entre les politiciens, Lucien Sève le reste jusque dans la « contestation ». Il pourra, sans doute, philosopher bientôt sur un P.C.F. devenu groupusculaire.

Guy BARBIER

L'ARMEMENT DES TERRORISTES : LA FILIÈRE SOVIÉTIQUE

Au cours de cette année, à mesure que l'action terroriste contre le monde « capitaliste » se développait, des pays du tiers monde ont été mis en accusation, mais on n'a presque jamais parlé de la responsabilité, voire de la participation des pays communistes à ces attentats. On peut expliquer *grosso modo* ce silence par trois catégories d'arguments qui ne se contredisent pas, plutôt se complètent.

D'abord, le silence s'est imposé parce que les Soviétiques et leur bloc le veulent. Et quand ils veulent le silence, ils savent s'y prendre. A preuve, l'exemple de l'Afghanistan, qui subit une agression soviétique depuis sept ans déjà, dont un tiers de population a dû émigrer, mais dont il est de moins en moins question, non seulement dans les conférences internationales d'obédience communiste (comme le soi-disant congrès de la paix à Copenhague), mais aussi dans les autres, telle la récente réunion des pays non-alignés. D'ailleurs, les Soviétiques évitent toujours eux-mêmes de parler du terrorisme : ils n'ont jamais reconnu leur responsabilité dans un seul acte terroriste, à commencer par l'assassinat de Trotsky.

Ensuite, les Soviétiques ont construit pendant plusieurs décennies une série d'écrans qui rendent très difficile la remontée d'une filière jusqu'à la source. Déjà, pour assassiner Trotsky, ils avaient trouvé un communiste non-soviétique. Aujourd'hui, ce sont des Etats qui leur servent d'écrans, satellites (Cuba, Nicaragua) ou « amis » (Libye, Syrie), dont l'action relève du terrorisme individuel ou collectif (guérilla).

Enfin, si exceptionnellement un indice ou une preuve apparaît quant à la responsabilité de pays communistes, aucune exploitation n'en a faite, même la simple information est déficiente pour la rendre publique. Voici à ce propos un exemple récent particulièrement éloquent. Le 24 octobre, l'AFP a diffusé la dépêche suivante :

« Dans le sud du Chili, les forces de sécurité ont découvert un dépôt d'armes. Au cours de l'enquête, un dirigeant du mouvement clandestin d'extrême gauche « Front Patriotique Manuel Rodriguez » (FPMR) a été arrêté, Ernest Zamorano Diaz... Furent découverts dans cette cache souterraine, de l'explosif, des bombes d'origine vietnamienne, des grenades à main,

(22) René Piquet, « l'Humanité » du 4 septembre 1980.

(23) L. Sève, 8 janvier 1982.

des tentes et du matériel sanitaire. Cet équipement était destiné à un groupe de rebelles qui devait être formé en décembre prochain dans la région de Los Angeles près de Concepcion ».

Cette dépêche laconique apportait une triple révélation (ou confirmation) : les armes devaient servir à un mouvement armé, le FPMR, entièrement aux mains des communistes ; les bombes avaient été fabriquées par un pays communiste (Vietnam) ; en outre, déjà huit caches terroristes avaient été découvertes en août sur les côtes chiliennes. Or, aucun quotidien national français - à notre connaissance - n'a reproduit cette dépêche, publiée par la « *Neue Zürcher Zeitung* » (26/27 octobre).

L'histoire commence le 6 août de cette année, au nord du Chili. Ce jour-là, les forces de sécurité découvrent, près de la baie de Carrizal, la première d'une série de huit caches d'armes et de munitions, dont le contenu total représentera le plus grand dépôt militaire insurrectionnel jamais trouvé dans un pays latino-américain. Dans la première cache, étaient stockés 342 fusils, mais elle ne servait que de centre de réception. L'enquête devait conduire jusqu'à une mine abandonnée, située à quelque douze kilomètres de là, où furent trouvés 200 000 cartouches et 315 grenades anti-chars. Au cours des deux semaines suivantes, dans la même région, les autres caches furent mises à jour.

Dans la banlieue de la ville de Vallenar, étaient stockés 1 320 fusils, près d'un million de cartouches et 894 grenades anti-chars.

Une autre cache fut découverte dans la petite ville de Huasco, à quelques kilomètres de Carrizal.

Au total, 70 tonnes d'armes et munitions, ce qui signifiait à la fois que les armes avaient été emmagasinées là depuis un certain temps déjà et qu'une filière avait fonctionné pour les acheminer. Quant à l'origine des

armes, elle était double, soviétique (les containers indiquaient que certaines munitions, notamment celles de Kalachnikov, avaient été fabriquées en URSS en 1977, 1979 et 1982) et nord-américaine : une arme anti-char américaine était de la même série qu'une autre, trouvée en juin 1986 sur des rebelles du Front Farabundo Marti au Salvador, et ces armes avaient été envoyées au gouvernement du Vietnam du Sud par les USA en novembre 1973. Lors de la chute du Vietnam, en 1975, les communistes s'étaient emparés de ces stocks et les avaient envoyés à Cuba, centre de « dispatching » pour les pays d'Amérique Latine. L'enquête a également établi que les Cubains s'étaient chargés du transport de cet équipement militaire, relativement lourd. Les bateaux

cubains étaient venus près des eaux territoriales chiliennes, où ce matériel de guerre avait été reçu et déchargé à l'aide de canots montés par des guérilleros chiliens.

L'URSS et Cuba ne sont pas les seuls pays impliqués dans ce trafic d'armes. Il y a aussi la Bulgarie : plusieurs milliers de cartouches, fabriquées en Bulgarie en 1962, ont été capturées au Salvador, et l'année de production et la série étaient les mêmes au Chili et au Salvador ! Autre pays mêlé à ces activités : le Nicaragua, qui sert de relais à Cuba pour l'expédition d'armes et de munitions aux rebelles de trois pays d'Amérique Centrale, Salvador, Guatemala et Honduras.

Branko LAZITCH

Les pays communistes contre la Croix-Rouge

Dans toutes les organisations internationales où les Etats communistes ont été admis et où ils délèguent des représentants, ceux-ci travaillent avant tout à réorienter l'activité de ces organisations, quitte à la détourner totalement de son sens, de façon à la mettre au service de leurs intérêts et objectifs. En particulier, ils cherchent à y établir une emprise sur les représentants des pays du tiers monde et à mettre les Etats occidentaux en accusation.

Ils ont agi ainsi à l'Onu, à l'Unesco, au Bit et ils continuent à le faire impunément, alors que les pays communistes violent ouvertement les conventions et recommandations de ces organisations, refusant au surplus que la dénonciation des violations fasse l'objet d'enquêtes : celles-ci, à leurs yeux, constitueraient autant d'ingérences dans leurs affaires intérieures et d'atteintes à leur souveraineté (1).

Ils agissent maintenant de la même manière au Comité Inter-

(1) Voir de Morvan Duhamel : « L'Union soviétique et les institutions internationales : de l'UNESCO au BIT », Est & Ouest n° 19, juin 1985.

national de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), dont ils sont devenus membres après la deuxième guerre mondiale, alors que jusque là les dirigeants soviétiques voyaient dans cette organisation un instrument typique du capitalisme.

Lors de la 25^e Conférence Internationale de la Croix-Rouge, qui s'est tenue à Genève en octobre 1986, on a ainsi vu les représentants des Etats communistes entraîner ceux de nombreux pays du tiers monde dans une procédure d'exclusion à l'encontre de l'Afrique du sud, où pourtant la Croix-Rouge a toujours pu intervenir directement au profit des prisonniers et victimes des affrontements actuels, et les visiter régulièrement. Au contraire, pratiquement dans aucun pays communiste la Croix-Rouge ne peut procéder librement à des interventions en faveur des victimes des conflits, y compris auprès des prisonniers de guerre, que ses représentants n'ont même pas la possibilité de visiter. Les conventions de Genève y sont donc ouvertement violées.

Sur ces violations, le rapport d'activité présenté par M. Alexandre Hay, Président du C.I.C.R., lors de la 25^e Conférence Internationale de la Croix-Rouge, a apporté des informations qui n'ont fait l'objet d'aucun démenti de la part des Etats incriminés, et qui n'ont, au surplus, guère été portées à la connaissance de l'opinion publique.

On en trouvera ci-dessous quelques extraits.

Afghanistan - Depuis l'entrée des troupes soviétiques dans ce pays, en décembre 1979, les autorités qu'elles y ont mises en place ont empêché pratiquement toute intervention des représentants de la Croix-Rouge, tant auprès des victimes civiles que militaires, alors que la guerre ne cesse d'y faire rage. Pourtant, dit le rapport de M. Alexandre Hay, afin de remplir ses missions humanitaires, « le C.I.C.R. n'a pas ménagé ses efforts. Il a effectué de multiples et pressantes démarches auprès des autorités afghanes et soviétiques afin d'avoir accès aux personnes capturées lors des combats ou arrêtées pour raison de sécurité, ainsi qu'en vue de porter assistance aux populations civiles affectées par les hostilités.

« Cependant, à l'exception de deux brèves missions à Kaboul en 1980 et en 1982, au cours desquelles les délégués ont eu accès à quelques centaines de prisonniers, le CICR n'a pas été autorisé à développer de manière continue ses activités, conformément à son mandat et à sa pratique.

« Depuis avril de cette année, nous sommes engagés dans de nouvelles négociations avec les autorités de Kaboul, mais nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui encore de présager les résultats de ces démarches toujours en cours ».

Auprès des résistants, dont les conditions de lutte sont infiniment plus difficiles que celles des troupes d'occupation, le C.I.C.R. a, au contraire, obtenu plus de succès :

« Les efforts entrepris simultanément auprès des mouve-

ments afghans d'opposition en faveur des soldats ennemis tombés en leur pouvoir ont abouti en 1980 - au terme de longues négociations menées séparément par le CICR avec l'opposition afghane, le Pakistan, l'URSS et la Suisse - à un accord d'internement en pays neutre des soldats soviétiques capturés ».

Cambodge (Kampuchéa) - L'occupation du pays par les troupes communistes vietnamiennes y a également mis fin aux interventions de la Croix-Rouge, qui a pratiquement dû limiter son action au secours des « populations kampuchéennes massées dans une étroite bande frontalière thaïlandaise proche du Kampuchéa ».

Compte tenu de la gravité de la situation, le C.I.C.R. voudrait faire bien davantage, mais il en est empêché :

« Le sort de ces populations civiles n'est malheureusement pas le seul enjeu humanitaire de ce conflit ; le CICR demeure également très préoccupé par celui des prisonniers. Malgré des démarches répétées auprès des diverses parties engagées, le CICR n'a pu jusqu'à ce jour exercer à l'intérieur du Kampuchéa son mandat protecteur en faveur des prisonniers, et il n'a eu accès qu'épisodiquement à un nombre très limité de prisonniers le long de la frontière khmère-thaïlandaise ».

Angola - Les autorités qui se maintiennent en place grâce à la présence de troupes cubaines ont, quant à elles, accepté l'aide alimentaire et médicale du C.I.C.R. en faveur des civils, voire de « quelques prisonniers capturés dans le sud du pays suite à des affrontements armés entre forces gouvernementales angolaises et soldats de l'armée sud-africaine. Cependant, ses offres de services auprès du gouvernement angolais pour visiter les personnes capturées lors des affrontements à l'intérieur du pays n'ont reçu, à ce jour, aucune réponse positive.

Ethiopie - Est-ce à ce pays que le président du C.I.C.R. pensait lorsqu'au début de son rapport, il incriminait des diri-

geants qui vont « jusqu'à affamer les populations civiles dans un but de guerre ?

Toujours est-il que si la Croix-Rouge a pu y exécuter « un programme d'assistance alimentaire et médicale considérable dont bénéficièrent, en mai 1985, jusqu'à un million de personnes vivant dans des régions sinistrées... en revanche, le C.I.C.R. n'a pas encore pu développer ses actions traditionnelles de protection et d'assistance en faveur des personnes capturées dans le cadre des conflits internes » - c'est-à-dire des luttes opposant des résistants au régime marxiste-léniniste.

Mozambique - Tout pareillement, « depuis 1983, le CICR s'efforce de mettre sur pied des programmes permettant d'apporter protection et assistance aux victimes civiles et militaires de la situation conflictuelle prévalant dans le pays. Il a également offert ses services afin de visiter les personnes capturées dans ce même contexte.

« A ce jour cependant et malgré de nombreuses démarches, il n'a pu obtenir les garanties de sécurité nécessaires au développement de ses activités, ni être pleinement reconnu dans son rôle d'institution neutre œuvrant au profit des populations civiles très durement affectées par ce conflit ».

Le président du C.I.C.R. aurait pu se montrer bien plus sévère encore à l'égard des pays communistes, notamment de l'Union Soviétique, où la Croix-Rouge est empêchée d'intervenir dans les camps du Goulag ; de Cuba, où des prisonniers ne peuvent toujours pas être visités et soignés après plusieurs décennies de détention ; des pays de l'Europe orientale, du Nicaragua...

Au contraire, pour ne pas désigner seulement des pays communistes à l'indignation de l'opinion publique, semble-t-il, il a aussi fait état, dans son rapport, d'autres pays ravagés par des conflits et où la Croix-Rouge, tout en pouvant généralement intervenir et visiter les pri-

sonniers, n'agit pas aussi amplement qu'elle le voudrait.

Tel quel, ce rapport n'en est pas moins spécialement accablant pour les pays communistes et il est significatif que les dirigeants de ceux-ci n'aient pu, jusqu'ici, y répondre que par un silence pudique.

A la fin de la conférence de Genève, une résolution a été rédigée et mise aux voix — sans, évidemment, faire l'unanimité... Elle constate

« que, dans plusieurs conflits comme en Afghanistan et au Kampuchéa, le CICR n'a pas été autorisé à déployer son action de protection en faveur des victimes ;

« que le CIRC se heurte également à des difficultés pour visiter les prisonniers capturés, notamment lors des affrontements armés se déroulant à l'intérieur

de l'Angola, de l'Ethiopie et du Mozambique ».

Et elle

« Invite toutes les parties liées par les Conventions de Genève, et tout spécialement les parties engagées dans les conflits armés mentionnés dans la présente Résolution, à respecter pleinement leurs obligations en vertu du Droit international humanitaire, et à autoriser le CICR à accomplir ses activités humanitaires ».

Nul n'imagine, toutefois, que les dirigeants des pays communistes entendent cet appel : pour eux, le C.I.C.R., comme toutes les autres organisations internationales où ils délèguent des représentants, n'a d'autres utilité que de constituer une tribune utile pour mettre les pays non-communistes en accusation.

Hervé LE GOFF

HEUR ET MALHEUR DU CINÉMA SOVIÉTIQUE

Après un temps de réflexion sur le V^e Congrès des Cinéastes qui eut lieu à la fin du printemps 1986, le périodique *Sovetskaja Kul'tura* (qui détrône la *Literaturnaja Gaseta*, jugée aujourd'hui obsolète) constate dans son numéro 84 les carences actuelles du cinéma soviétique et vante les remèdes que proposent les jeunes hommes mis en place par Gorbatchev. Toute la question est de savoir si l'analyse est correcte pour que la crise soit endiguée.

Le constat d'échec est rendu sensible parce qu'il touche la propagation de l'idéologie. Certes, le cinéma soviétique connaît encore de beaux succès de propagande là où la dramatisation est facile, où le jeu sur les nerfs des spectateurs est aisé, et malgré un phénomène d'usure que l'on essaie de pallier non par un renouvellement des thèmes, mais par la variété des épisodes choisis. Ainsi, la série sur la deuxième guerre mondiale qui passait récemment à la télévision, à une heure de grande écoute, relatait des moments encore peu connus d'un large pu-

blic : l'intervention tchèque (faux) contre les Allemands aux côtés des Soviétiques et le rôle (caricaturé) de Benès à Londres. Les sentiments patriotiques sont exaltés dans la grande fresque hollywoodienne *Rus' Iznacal'na* (*La Russie des commencements*) qui, à grand renfort de cottes de maille et de sarafans, montre les débuts de l'histoire russe, la victoire des Slaves généreux sur les perfides Khazars (alors que les historiens s'accordent à penser que ce fut une erreur de détruire l'empire Khazar qui protégeait la Russie des nomades de la steppe), ainsi qu'une peinture parfaitement grotesque de la civilisation byzantine décadente.

Enfin, la supériorité de la cause soviétique et la subtilité de ses diplomates sont démontrées dans un film policier aux ficelles énormes, mais efficaces, *Kontrakt Veka* (*le Contrat du siècle*) qui raconte les péripéties ahurissantes des négociations entre banquiers allemands et soviétiques pour la construction du gazoduc sibérien (bizarrement, les Français ne sont même pas mentionnés).

Mais si l'on réussit encore à agiter des foules sans ruse sur les grands thèmes patriotiques, force est d'avouer que la situation est loin d'être brillante en ce qui concerne les « films de production » qui devraient contribuer à l'accélération du développement économique du pays, premier objectif et maître-mot du Secrétaire Général... Le stakhanovisme et l'héroïsme à l'usine n'inspirent plus valablement les cinéastes.

Cet échec s'explique, nous dit-on, d'abord par la mauvaise gestion du cinéma soviétique. D'une part, la dichotomie des institutions, qui s'exprime dans ce cas par la rivalité entre le *Goskino* (organisation ministérielle qui distribuait les crédits) et le *Syndicat des Cinéastes* (qui jouait un rôle de censeur) déresponsabilise nombre de dirigeants. D'autre part, la sur-bureaucratization ralentit la production des films. En haut de l'échelle, de trop longs délais s'écoulent entre le moment où le scénario d'un film est remis à qui de droit et le passage à la production, puis à la commercialisation. En bas, au niveau des exécutants, le système des salaires qui dépend du nombre de jours de travail et non pas de la qualité et de la rapidité du labeur fourni, freine le rendement. Ceci a pour effet d'effrayer et de repousser les jeunes talents littéraires qui seraient tentés d'écrire pour le cinéma. Enfin, le copinage à tous les niveaux et le système de clientèle des membres du Parti n'améliorent pas la qualité du recrutement.

En conséquence, il n'est pas étonnant que la qualité artistique des films soit souvent médiocre et que l'esprit créateur et novateur fasse grandement défaut.

Les réformes proposées par le Congrès sont donc les bienvenues.

Elles portent d'abord sur une rationalisation de la gestion : c'est le *Syndicat des cinéastes*, et non plus le *Goskino*, qui va prendre en mains le redressement. Pour ce faire, un homme

jeune et talentueux, en qui les hommes de métier mettent de grands espoirs, vient d'être nommé au poste de secrétaire du syndicat : il s'agit de Klimov. Il devra jouer un rôle important de relations publiques pour découvrir les talents nouveaux, reléguant au second plan la mission du censeur.

En second lieu, le trafic d'influence sera impitoyablement pourchassé et les dons véritables stimulés :

« *Ce ne sont pas les services passés, l'importance du thème traité, les relations personnelles qui seront pris en compte, mais les intérêts d'un art vrai et honnête, imprégné de l'esprit du Parti et inspiré par les idées du XXVII^e Congrès* » (1).

Cet art sera encouragé par un public au goût mieux formé grâce à une presse plus responsable et éclairée. Des journaux comme *Sovetskij Ekran (l'Écran Soviétique)* devront cesser de s'extasier sans discernement devant n'importe quel film soviétique et, au contraire, prendre leur rôle d'éducateur au sérieux.

Enfin, un Plan est proposé pour 1987 et un concours lancé en direction des jeunes écrivains. Ceux-ci sont appelés à proposer un scénario sur le thème : *Le temps en marche* et les meilleurs verront leur effort récompensé par la mise en scène du manuscrit proposé.

Ces réformes en cours pourront certes améliorer la gestion de la production, la qualité technique des images ; elles permettront de se débarrasser d'une certaine sclérose et d'élargir le choix des sujets – la jeunesse rock n'est déjà plus, loin de là, un thème maudit. Mais elles ne s'attaquent pas aux racines du mal : l'absence de renouveau esthétique, étouffé par une commande sociale qui s'intéresse plus personne.

Des cinéastes soviétiques ont pourtant ouvert des voies originales. L'emploi d'images essentiellement statiques dans un art dynamique, tel que l'ont imaginé Parajdanov dans *Sayat Nova* ou Tarkovskij dans *An-*

dreï Rublev puis *Le Sacrifice* (tourné en Occident) a donné des œuvres d'une beauté unanimement reconnue. Il est vrai que ce rythme si particulier, si frappant, correspondait à une méditation profonde sur la culture chrétienne orthodoxe en Arménie et en Russie. Mais ces deux créateurs se situaient trop en dehors des normes officielles,

idéologiques et esthétiques pour être acceptés longtemps. En excluant les artistes qui sortent par trop du rang – et qu'il n'est pas du tout question de réhabiliter par les dernières réformes –, le gouvernement soviétique se prive justement de ceux qui auraient pu être le moteur d'une véritable renaissance.

D.B.

LE PALMARÈS DES PREMIERS SECRÉTAIRES

Le 22 juillet dernier, l'éditorial de la première page de la « Pravda » était consacré à une race d'hommes sans laquelle l'Union soviétique ne serait pas ce qu'elle est : les « premiers secrétaires ».

But de l'article : faire le point du chemin parcouru depuis le plénum d'avril 1985 (le premier de Gorbatchev au poste de secrétaire général) et surtout séparer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire opposer les premiers secrétaires, à tous les niveaux, « qui ont bien montré leur valeur sur des questions spécifiques » à ceux qui « ne permettent pas une attitude créatrice de travail » et conservent « le style administratif et bureaucratique qui se révèle extraordinaire ténacité dans de nombreux comités du parti ».

Au palmarès des bons « premiers secrétaires » on trouve Iefrem Sokolov, pour le comité régional (obkom) de Brest (Biélorussie), Guennadi Kolbine de l'obkom d'Oulianovsk et Vassili Sitnikov de l'obkom d'Irkoustsk. Sont également cités d'autres premiers secrétaires d'arrondissement, ceux-là, représentant l'ensemble du territoire soviétique.

Curieusement, les critiques sont au contraire localisées sur deux républiques : le Kazakhstan et l'Ukraine. Rappelons que les premiers secrétaires des comités centraux de ces deux républiques, respectivement Dimmoukhamed Kouniaïev et Vladi-

mir Chtcherbitski sont tous les deux membres du Bureau politique du PCUS depuis l'époque de Brejnev.

Au Kazakhstan sont mis en cause les premiers secrétaires des régions du Nord-Kazakhstan, de Tourgaï, de Karaganda et de Pavlodar. En Ukraine, ceux de Khmel'nitski et Ternopol. « Ils ne sont pas pressés de réorganiser leur travail », constate le journal du parti.

Distinction intéressante : les premiers secrétaires régionaux fautifs ont été reprimandés par les plénums des comités centraux de leurs républiques respectives. Ils sont donc responsables de leur travail devant les instances supérieures. Mais, si l'on en croit la « Pravda », ils sont aussi responsables de leur comportement devant la population.

« Le premier secrétaire est toujours sous l'œil du public. Certains n'ont pas résisté à l'épreuve de leur poste. Récemment, par exemple, V. Lozgatchev, premier secrétaire de l'arrondissement de Loukoïanov dans la région de Gorki, a été sévèrement puni et démis de ses fonctions. Il a fait étalage de manque de modestie en terminant une résidence privée, commis d'autres abus et n'a pas répondu aux critiques, ni aux plaintes et remarques de la population ».

« La mégalomanie, un ton arrogant, et le manque d'égards pour les subordonnés méritent

(1) *Sovetskaja Kul'tura*, n° 84, 15 juillet, 1986.

une juste condamnation populaire. Couvrir ses amis, promouvoir des gens serviles et protéger des travailleurs qui ont clairement perdu leur autorité ou qui se sont compromis, sont des pratiques qui n'ont pas encore été extirpées (...). Tous ces vices prolifèrent quand le rôle des bureaux et des plénums des comités du parti sont rabaissés et quand une atmosphère d'astrainte au travail, de critique et d'auto-critique n'a pas été créée. Remettre un camarade à temps sur le droit chemin est le devoir à la fois des organes supérieurs et de ceux qui travaillent à ses côtés ».

Et voici la définition du bon

dirigeant :

« Le premier secrétaire sert de guide aux autres dans le travail, le comportement et la vie quotidienne. La compétence, le désintéressement matériel au service de la cause du parti, la modestie blochévique, le sens des principes, l'exigence envers soi-même et les autres, de la compréhension et de la sensibilité envers le peuple, voilà les qualités qui doivent lui être organiquement inhérentes ».

* Pour que Mikhaïil Sergueïevitch se reconnaisse, il suffit d'y ajouter une tache de vin sur un crâne dégarni.

Pierre LORRAIN

LE DOUBLE OBJECTIF DE LA PRESSE CUBAINE

A partir des premiers jours de 1960, l'Etat a contrôlé tous les organes de presse de Cuba : *Avance* en janvier, *El Mundo* en février, *El Pais* et *Excelsior* en mars, *El Diario de la Marina* et *Prensa Libre* en mai, et enfin *El Crisol* au mois de juin. Il en a été de même pour l'hebdomadaire le plus important, *Bohemia*, les journaux de province, les stations de radio et de télévision. Leurs directeurs et journalistes ont été obligés de quitter le pays.

Par la suite, la publication de cette presse a cessé, à l'exception du journal *Hoy* (organe du parti communiste cubain) et de *Bohemia*.

Tous les moyens de diffusion et d'information étant sous contrôle, il n'est ensuite agi de renforcer la presse communiste. Ainsi *Hoy* cesse de paraître et cède la place au journal du matin *Granma* (ainsi nommé en l'honneur du bateau qui, le 2 décembre 1956, avait débarqué Castro et son groupe de guérilleros, venant du Mexique, sur la côte de la province d'Oriente), qui sera édité dans les installations modernes du journal *Prensa Libre*, aujourd'hui disparu.

Parallèlement, on crée comme journal du soir *Juventud Rebelde*, qui sera édité dans les locaux du doyen de la presse cubaine, *El Diario de la Marina*, lui aussi disparu aujourd'hui.

Le principal objectif de ces deux journaux d'Etat sera de désinformer la population cubaine, qui n'a pas d'autre moyen d'apprendre ce qui se passe à Cuba et à l'étranger, si ce n'est en courant le risque d'écouter les émissions en espagnol de la *Voix de l'Amérique*, et, à partir de 1984, celles de *Radio José Martí*, qui réalise un programme complet, depuis le territoire des Etats-Unis, spécialement destiné à l'île de Cuba.

Pour en revenir à 1960, on crée, cette année-là, l'agence de presse cubaine *Prensa Latina*, sur le même modèle que l'agence TASS, ainsi que *Radio Habana Cuba*, la revue mensuelle *Cuba* qui portera ensuite le nom de *Cuba Internacional* – et *Resumen Semanal del Granma*. Tout cela permet de combler le vide existant en ce qui concerne la propagande cubaine à l'étranger. De la sorte, on peut, à présent, porter le « message de la révolution

cubaine » dans tous les coins du monde. Le *Resumen Semanal del Granma* est édité en quatre langues : espagnol, anglais, français et portugais. Sur le territoire national, on ne peut le trouver que dans les hôtels ou les centres touristiques réservés aux étrangers. En effet, tout comme la revue *Cuba Internacional*, il n'est pas accessible aux Cubains.

L'abonnement annuel au *Resumen Semanal del Granma* – en y incluant l'envoi par avion – est de douze dollars et le deuxième donne droit à 50 % de rabais. Ce prix modique montre l'intérêt qu'a le gouvernement cubain à faire parvenir au lecteur étranger la propagande sur le « paradis cubain ».

Si nous prenons, par exemple, le numéro du 8 juin 1986 (mis sous presse le 2 juin), nous constatons que dans ses douze pages, quatorze articles ont été spécialement écrits pour lui. Ces articles n'ont pas été publiés les six jours précédents dans le journal dont ils sont censés être le résumé ! Ils traitent des sujets suivants : la mode, l'humanisation du travail à Cuba, le cinéma, la folklore, les élections en République Dominicaine, les Congrégations Evangéliques à Cuba, la pauvreté aux Etats-Unis, le libéralisme en Colombie, les cactus et enfin des scènes de la vie aux Etats-Unis.

Tous les articles et reportages ont été écrits par des journalistes cubains à partir de câbles envoyés par *Prensa Latina* et l'agence TASS et ce, à deux exceptions près (un câble de l'agence EFE qui traite des Archives des Indes à Séville et un autre de l'AFP parlant du chanteur cubain Silvio Rodriguez et de son passage à la télévision chilienne). Une grande partie du *Resumen* est consacrée aux attaques contre le gouvernement des Etats-Unis et au mode de vie de ce pays. Par exemple, à la page 2, on peut lire un article sur l'achat d'enfants kidnappés en Amérique Latine et vendus aux Etats-Unis, au Canada et en Europe occidentale. Plus loin, on trouve un article sur l'alcoolisme aux Etats-Unis.

Si nous prenons les six numéros correspondants du journal *Granma*, censés correspondre au *Resumen*, nous constatons qu'ils sont très différents, car, bien que leur but soit la désinformation du peuple cubain, ils ne peuvent pas faire abstraction de certaines réalités nationales, comme l'élimination des marchés agricoles où les petits agriculteurs écouaient leur production, et la création de marchés d'Etat dont les prix sont plusieurs fois supérieurs aux prix normaux (26 mai) ; les problèmes qui assaillent les innovateurs dans les usines (26 mai) ; les erreurs dans l'approvisionnement (27 mai) ; les déficiences et les erreurs dans le domaine culturel (28 mai) ; la mort de plus de 500 personnes par des accidents de la circulation dans les quatre premiers mois de l'année (29 mai) ; et enfin, un article sur les sanctions prises à l'encontre de certaines entreprises pour cause d'excès de consommation d'énergie (30 mai).

Cependant, alors que le *Resumen* est plus circonspect dans ses éloges en faveur de l'URSS, il sont constants dans le journal, qui ne cesse en outre d'attaquer les pays occidentaux, spécialement les Etats-Unis. Voici quelques gros titres de la même semaine :

26 mai :
Etats-Unis. - On dénonce des expériences yankees portant sur des armes bactériologiques.

URSS. - L'URSS réaffirme qu'on a besoin d'un nouvel ordre économique pour permettre le développement des pays libérés.
Etats-Unis. - Reagan renforce la misère.

27 mai :
Corée du Sud. - Des soldats yankees violent et assassinent une institutrice sud-coréenne.
Etats-Unis. - Crise dans le monde de l'éducation.
URSS. - Des membres du CAME apporteront des réponses à des questions concernant le programme scientifique et technique jusqu'à l'an 2000.

28 mai :
Etats-Unis. - La consommation de la cocaïne - beaucoup plus nuisible et dangereuse que les autres drogues - est en augmentation.
Etats-Unis. - Gorbatchev et Jalloud signalent que de nouveaux raids Nord-Américains contre la Libye ne sont pas à exclure.

29 mai :
Syrie. - La Syrie est contre le terrorisme.
France. - On condamne une campagne anti-soviétique en Occident.
URSS. - La construction de logements est en forte augmentation.

30 mai :
Panama. - Il est démontré que le Honduras est sous l'emprise des Etats-Unis.
URSS. - Appel de scientifiques du monde entier pour que la lutte pour la paix redouble d'intensité.

Cuba. - Invités par Fidel, 16 907 travailleurs remarquables passeront leurs vacances dans des pays socialistes.

31 mai :
Etats-Unis. - On arrête des gens suspectés d'empoisonner des médicaments.
URSS. - Cuba et l'URSS signent un protocole d'échange commercial et de paiement pour plus de huit milliards de roubles.

Aussi bien le quotidien *Granma* que son résumé hebdomadaire sont donc des organes de propagande du Parti Communiste Cubain et par voie de conséquence, des porte-parole du gouvernement cubain. Leur seule différence réside dans ceux qui les lisent : alors que le peuple cubain lit le journal entre les lignes, essayant d'y chercher un peu de vérité, l'hebdomadaire est lu à l'étranger par ceux qui s'y abonnent et il est très probable qu'ils sont assez naïfs pour croire ce qu'il publie.

Pablo FERNANDEZ

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**
et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.



notes et informations

A propos des effectifs du PCF

Apportons quelques précisions à la note que nous avons récemment consacrée aux effectifs du PCF : « *Adhésions fragiles, clientèle en baisse* » (*Est & Ouest* n° 35, octobre 1986). Nous y avons reproduit quelques données numériques empruntées à *l'Humanité* du 10 septembre 1986 : « 2 085 adhésions de plus que l'an dernier ». « 8 272 adhésions au PCF et 3 670 à la MJC à l'occasion de la fête de l'Humanité ».

Précisons, pour le cas où nous ne l'aurions pas laissé entendre assez clairement, que nous n'adoptons nullement les nombres qui sont ici proposés. Les communistes ont toujours menti quand ils parlaient des effectifs du Parti – comme tous les partis politiques sans doute, mais plus systématiquement et plus scientifiquement que les autres, si l'on peut dire.

Toutefois, ces trucages permanents doivent malgré tout tenir compte d'une certaine réalité. Il ne suffit pas seulement d'impressionner l'adversaire : il faut aussi, selon les époques, galvaniser le moral des troupes ou le remonter. Dans le moment présent, et bien que le cloisonnement des cellules et sections les unes par rapport aux autres permette de faire croire aux uns que, si les choses vont mal chez lui, elles vont mieux dans d'autres secteurs, il est impossible à la direction de dissimuler la chute des effectifs, la chute aussi du nombre des adhésions nouvelles enregistrées chaque année. Pour que le mensonge soit crédible, en ces temps de désillusion et d'amertume, il faut qu'il demeure dans des proportions raisonnables. Autrement, le militant qu'il s'agit de reconforter ne se laisserait pas prendre au bluff, quelque envie qu'il en ait.

En ce sens, même mensongers, les nombres qu'avance la direction doivent reproduire dans une certaine mesure le mouvement réel des effectifs, considérablement estompé, amorti sans doute, sensible tout de même. Ils permettent de dire que la direction du PC confirme – confirme en renâclant, mais confirme tout de même – la chute constante des effectifs du Parti.

Comme nous l'avons noté, l'article de *l'Humanité* affichait un certain optimisme. Il confirmait que les choses étaient allées mal (et même fort mal), mais que ce mauvais moment était passé : le parti commençait à remonter la pente.

Le procédé est classique, mais il semble qu'il prenne toujours sur des militants qui ne demandent qu'à espérer à nouveau. La direction prétend toujours qu'au moment où elle parle, des signes viennent d'apparaître qui corroborent son analyse et les directives qu'elle donne.

Elle trouvera bien le moyen d'expliquer plus tard pourquoi le courant qui s'esquissait lors de ses déclarations antérieures (du moins à ce qu'elle avait prétendu) s'était interrompu.

Les Français ne croient pas que les communistes tiennent aux libertés et à la paix

L'Humanité-Dimanche a publié le 17 octobre 1986 les résultats du sondage que sa direction avait demandé à l'IFOP sur l'image que se font les Français du PCF.

Un tableau retient plus particulièrement l'attention : celui qui présente les réponses à la question : « *Quelle est à votre avis, parmi les suivantes, la valeur à laquelle le Parti Communiste est le plus attaché ?* ».

Voici les réponses

Egalité sociale	49
Solidarité	14
Liberté	5
Intérêt national	7
Pacifisme	2
Aucune	14
Ne se prononce pas	9
Total	100

Ainsi, l'opinion a percé à jour les deux masques au moyen desquels le PCF essaie de s'insinuer dans l'esprit des gens.

M. Marchais a fondé un *Comité de défense des libertés* et c'est à tout propos que les communistes prétendent qu'ils n'ont jamais porté atteinte aux libertés. Résultat : *ils ont convaincu 5 % des gens qu'ils attachent aux libertés une importance primordiale.*

Résultat plus médiocre encore pour leur *pacifisme*. Depuis quarante ans, c'est le thème majeur de leur propagande pour rassembler et mobiliser les masses. *Ils ont convaincu seulement 2 % des gens qu'ils étaient le Parti de la Paix.*

Pierre Juquin tenté par la scission

« *Nous avons sans doute fait, ce soir, un petit pas* », a déclaré Pierre Juquin, le 20 novembre, devant un public de communistes « *renovateurs* », de communistes « *contestataires* » de l'après-mars 1978, d'adhérents du P.S.U., d'anciens militants maoïstes et, fait nouveau, de membres de la Ligue Communiste révolutionnaire (trotskyste). Au débat organisé à Paris par la revue *M* (comme marxisme), patronnée par le philosophe vétérinaire Henri Lefebvre (exclu du P.C. en 1958) se côtoyaient Jean-Pierre Vigier et Serge Depaquit, exclus du P.C. pour gauchisme en mai 1968, Victor Leduc, membre du P.S.U., exclu du P.C. en 1970, Jean-Claude Le Scornet du P.S.U., Pierre Bauby du Parti pour l'Alternative communiste, Ernest Mandel, le théoricien de la Quatrième Internationale (trotskyste), Alain Krivine, exclu du P.C. pour trotskysme en 1965 par François Hin-

cker, Daniel Bensaïd, ancien dirigeant du Mouvement du 22 mars, et donc Pierre Juquin, lequel fut chassé *manu militari* de l'université de Nanterre en avril 1968 par le même « 22 mars » et qui était l'une des bêtes noires des gauchistes...

F. Hincker et les quelques représentants de Rencontres Communistes d'Henri Fiszbin, qui étaient venus plaider, avec bien des circonvolutions, pour le rapprochement avec le Parti socialiste, étaient visiblement très minoritaires. L'ambiance était aux retrouvailles – prudentes – entre ce qui reste du gauchisme des années 60 et ses adversaires communistes orthodoxes de l'époque, faisant aujourd'hui, avec P. Juquin, l'autocritique du « rendez-vous manqué du Parti communiste avec mai 68 ». P. Juquin, qui tenait la vedette, avait écrit dans une libre opinion du « Monde » du 15 novembre : « Pas de politique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » ; au débat de *M*, qui se tenait sur le thème académique : « Etre marxiste aujourd'hui », il a franchi un nouveau pas : « Pas de politique révolutionnaire sans organisation révolutionnaire ».

L'argumentation de P. Juquin est désormais la suivante : un courant révolutionnaire existe, qui débord largement les frontières du P.C. ; tout le P.C. n'est pas révolutionnaire ; la direction du P.C., complètement déliquescence et bureaucratisée (les permanents du parti constituent une nouvelle « nomenklatura »), n'a plus de théorie révolutionnaire et, par

conséquent, de politique révolutionnaire ; sous peine de perpétuer le capitalisme, les divers rameaux du courant révolutionnaire, actuellement dans et hors P.C., les diverses « strates » de révolutionnaires ayant pris conscience du stalinisme profond du P.C., doivent se rencontrer, se rassembler et s'organiser.

Ce qui revient clairement à envisager la possibilité, sinon la probabilité, d'une scission du P.C., ou encore d'une exclusion qui en aurait les caractéristiques.

L'isolement de Pierre Juquin au Comité central

Il est vrai que la situation de P. Juquin semble sans issue au P.C. Depuis qu'au lendemain de la première grande défaite électorale du parti, au printemps 1981, il a « pris conscience » à son tour et posé, devant ses pairs du Bureau politique stupéfaits et indignés, la question d'un réexamen de la politique du parti et d'une autocritique éventuelle, P. Juquin a été suspecté et marginalisé de façon croissante.

Après la pause de la participation au gouvernement de juin 1981 à juillet 1984, il a été une première fois critiqué publiquement par Georges Marchais à la Fête de « l'Humanité » 1984 (le « camarade Tabou ») ; sa fonction de porte-parole du parti lui a été retirée dans la pratique au soir du Comité central agité de septembre 1984, au cours duquel Arthur Buchmann, tourné vers lui, l'a implicitement accusé de servir d'informateur à la presse « bourgeoise » ; le 31 octobre, un communiqué spécial du Bureau politique s'indignait des « informations précises », concernant la discussion à ce même Comité central, fournies à cette même presse ; en novembre, la sortie du livre « Kremlin-P.C.F. » du mystérieux Jean Fabien renforçait les soupçons ; en janvier 1985, la direction le faisait battre à plate couture à la conférence fédérale de l'Essonne, son fief ; en février, il était vivement critiqué par plusieurs délégués au 25^e Congrès ; en octobre, Georges Marchais le traitait de « menteur » après les révélations de son livre « Autocritiques » et au sein du parti, on y voyait une confirmation de sa trahison ; en mars 1986, après les législatives désastreuses, une résolution du C.C. s'en prenait à son « comportement » pendant la campagne électorale, nuisible à la mobilisation pour le vote communiste ; en mai, le C.C. votait une résolution contre l'« activité fractionnelle » et les « pratiques inadmissibles » dans le parti, qui le visait directement, résolution qu'il était du reste le seul à ne pas voter, au contraire des autres

membres rénovateurs du Comité ; en même temps, « l'Humanité » lui reprochait son silence au cours de cette session du C.C. ; en juin, toujours au Comité central, Georges Marchais lui reprochait, cette fois, sa prise de parole, qualifiée de « provocation » grosse comme une « corde », pour se faire passer pour une victime auprès des médias ; enfin, au C.C. des 17 et 18 novembre derniers, il a été accusé, par Robert Clément, de préparer « tous les comités centraux dans « Le Monde » et, par Georges Marchais, de violer la démocratie interne du parti, lui qui s'en réclame si haut. Le mot de « renégat » n'est pas encore prononcé, mais il est pensé et suggéré très fort.

Et voilà que, depuis plusieurs mois, dans son entreprise obstinément hostile au parti, P. Juquin s'affiche avec des exclus et même des trotskystes, ennemis de toujours. P. Juquin court au devant d'une exclusion fracassante et humiliante à la Roger Garaudy. Dès septembre 1984, Charles Fiterman lui avait recommandé le silence et la discipline, tous les éléments d'une nouvelle affaire Fiszbin, d'une affaire Juquin, étant réunis. Depuis, les motifs d'un procès impitoyable se sont multipliés et l'on imagine mal les autres rénovateurs du Comité central réservant, quant à eux, leurs critiques pour le huis-clos des organismes du parti et peu disposés à des alliances douteuses au dehors, prendre outre mesure sa défense. Marcel Rigout, qui l'avait invité à la fête de « L'Echo du Centre » en juin 1984, a déclaré sans fioritures au Comité central de mars dernier : « Je désapprouve les interventions de Pierre Juquin à l'extérieur du Parti » ; Roland Favaro, coordinateur régional pour l'Est, qui l'avait invité en Meurthe-et-Moselle pendant la campagne des législatives, a évoqué avec inquiétude, au même C.C., les « risques d'éclatement » du parti que fait courir « la campagne publique de quelques camarades ».

S'il est soutenu par certains responsables des niveaux intermédiaires et par des rénovateurs de la base, P. Juquin est, sauf rebondissement, complètement seul

au Comité central. En jouant sur les différences de tactique de ses opposants et sur leurs divergences politiques, la direction a réussi à les diviser relativement et à isoler des autres chefs de file du courant rénovateur le plus important et le plus menaçant d'entre eux.

Depuis quand Castro est-il communiste ?

Aussi bien avant l'accession de Fidel Castro au pouvoir à Cuba (1^{er} janvier 1959) qu'après, donc pendant de très nombreuses années, l'affirmation selon laquelle le « lider maximo » était un marxiste-léniniste convaincu et nullement un nationaliste-démocrate, était taxée d'anti-communisme primaire et se trouvait automatiquement rejetée, sans débat : au début de 1957, donc bien avant la prise du pouvoir, le journaliste américain Herbert Matthews fit paraître, en première page du « *New York Times* » (quotidien le plus influent des Etats-Unis), trois articles élogieux sur Fidel Castro. Cette série fut complétée par une interview de Castro, présenté comme un nouvel Abraham Lincoln ! En 1960, donc après la prise du pouvoir, Claude Bourdet écrivait dans « *France-Observateur* » : « *Il se produit à Cuba un phénomène avec lequel les communistes n'ont rien à voir* ».

Or, en septembre dernier, a paru le livre de Fidel Castro : « *Entretiens sur la religion avec Frei Betto* » (Editions du Cerf). Il s'agit d'entretiens accordés par Castro à un religieux dominicain du Brésil. Le livre, paru d'abord à Cuba, a été vendu en quelques jours à plus de cent mille exemplaires. On peut y lire (édition en français, p. 98) le dialogue suivant :

Fidel Castro : *Quand nous avons attaqué la caserne Moncada (en 1953), j'avais déjà une formation marxiste.*

Frei Betto : *Déjà ?*

Fidel Castro : *Oui, une formation marxiste-léniniste, j'avais déjà une idée révolutionnaire cohérente...*

Frei Betto : *Dans le combat politique étudiant ?*

Fidel Castro : *Oui, je me suis formé à l'université par mes contacts avec la littérature révolutionnaire... Au début, j'étais un communiste utopique. C'est en troisième année d'université (1948) que j'entre vraiment en contact avec les idées et les théories révolutionnaires, avec le « Manifeste communiste », avec les ouvrages de Marx, d'Engels et de Lénine... ».*

Qu'en pensent Herbert Matthews, Claude Bourdet et consorts ?

Compléments à la biographie de Joe Slovo

A la biographie de Joe Slovo, président du PC Sud-Africain depuis le printemps dernier, publiée dans *Est & Ouest* (n° 34, septembre 1986 : « *Le nouveau président du PC Sud-Africain : Joe Slovo* »), les Soviétiques viennent d'ajouter un complément.

Le 22 mai 1986, un décret du Presidium du Soviet Suprême de l'URSS a accordé l'Ordre de l'Amitié des Peuples à Joe Slovo, à l'occasion de ses soixante ans.

Comme on le voit, les communistes soviétiques sont pleins d'attentions à l'égard du PC Sud-Africain et, en particulier, de son président, toujours chef d'état-major de l'*Umkhonto de Sizewe* (= le fer de lance de la nation), l'organisation armée de l'ANC.

D'autre part, dans son discours du 30 juillet 1986 pour le 65^e anniversaire du PCSA, Joe Slovo a fait ironiquement allusion au bruit qui court sur lui : il a raillé les accusateurs qui font des communistes Sud-Africains « *des rouges sous contrôle étranger (certains d'eux étant bien entendu des colonels du KGB) manipulant de soi-disant nationalistes* » (The African Communist 1986/4, p. 19).

Citation que nous faisons uniquement pour le plaisir, car il n'y a strictement aucune conclusion à en tirer, ni dans un sens ni dans l'autre.

Honduras : une nouvelle tentative de guérilla ?

Pays voisin du Nicaragua, mais gouverné par un pouvoir démocratiquement élu, le Honduras est bien placé pour savoir à quel point les fables répandues sur le caractère prétendument social-démocrate de la révolution sandiniste étaient infondées.

Le 19 juillet 1983 – date anniversaire de la victoire de la révolution sandiniste au Nicaragua – un contingent d'une centaine de guérilleros pénétra au Honduras, dans la région frontalière de Olancho. Les autorités n'eurent aucune peine à établir que ce commando venait directement du Nicaragua. Selon des renseignements de source militaire, à cette époque 3 000 jeunes ressortissants du Honduras s'entraînaient à l'action terroriste à Cuba et au Nicaragua.

Les forces de sécurité du Honduras mirent deux mois pour venir à bout de ce commando, dont l'échec obligea les révolutionnaires du Honduras installés au Nicaragua et à Cuba à tirer des enseignements. Les trois années suivantes (1983 à 1986), ils se gardèrent bien de chercher à envoyer dans le pays un nouveau commando relativement nombreux. Il leur fallait être plus modestes au départ, ainsi qu'en témoignent des informations toutes récentes en provenance du Honduras.

Le 11 octobre dernier, près de la localité de Yaruca (60 km au sud du port de La Ceiba), un accrochage s'est produit entre une patrouille militaire et un petit commando de guérilleros. Deux rebelles et un soldat furent tués. Les armes saisies, d'origine soviétique et israélienne, étaient visiblement passées aux mains des guérilleros d'Amérique centrale via une filière proche-orientale. Les forces de l'ordre montèrent immédiatement une opération dans la région montagneuse de *Cordillera Nombre de Dios*, et perdirent un soldat. Le communiqué des rebelles indique six soldats gouvernementaux tués.

Le mouvement qui revendique cette action s'appelle « *Cinchone* ».

ros » (sangles) et n'est pas inconnu des autorités. Déjà, au début des années 80, donc au lendemain de la victoire sandiniste au Nicaragua, il était considéré comme la plus forte composante du conglomérat des groupes et groupuscules se proposant d'imiter au Honduras le modèle castriste ou sandiniste. Preuve que le mouvement « Cinchoneros » est bien introduit auprès des castristes (donc aussi les sandinistes) : lors du congrès du PC cubain tenu en février dernier, parmi les invités officiels étrangers, figuraient non seulement des représentants du PC du Honduras, mais aussi une délégation de guérilleros « Cinchoneros ».

Le double record du Vietnam

Pendant des décennies, pour l'ensemble de l'opinion publique internationale « progressiste », le Vietnam communiste a constitué le modèle de la lutte anti-impérialiste, anti-fasciste, etc. Aujourd'hui, ce même pays est toujours exemplaire et à un double titre, mais dans un sens négatif et d'une façon qui n'est mise en évidence ni par le bloc communiste, ni par l'opinion publique « progressiste ».

D'une part, le Vietnam est de loin en tête des pays communistes par son taux d'inflation : cette année, elle atteint environ 700 % ! Il y a à peine vingt ans, des économistes, pas tous communistes, nous enseignaient docement que le problème de l'inflation avait été définitivement résolu dans les économies « socialistes » !

D'autre part, le Vietnam est de loin en tête des pays communistes par l'aide économique et militaire qu'il doit recevoir de Moscou. Voici, année par année, le volume de cette aide, résumé en un tableau publié par la « Neue Zürcher Zeitung » (6 novembre) (ce tableau est reproduit de « Indochina Report » d'octobre 1986, que publie « Information and Resource Center » à Singapour) :

Estimation de l'aide soviétique au Vietnam de 1965 à 1986 (en millions de dollars)			
Année	Aide économique	Aide militaire	Total
1965	85	210	295
1966	150	360	510
1967	200	505	705
1968	240	290	530
1969	250	220	470
1970	345	170	515
1971	315	215	530
1972	365	450	815
1973	470	230	700
1974	480	460	940
1975	520	280	800
1976	560	450	1 010
1977	560	630	1 190
1978	700	720	1 420
1979	800	1 300	2 100
1980	1 000	960	1 960
1981	1 050	800	1 850
1982	1 175	940	2 110
1983	1 250	1 150	2 400
1984	1 400	1 250	2 650
1985	1 600	1 360	2 960
1986	1 800	1 440	3 240

La publication de ces chiffres par le quotidien suisse est accompagnée d'une citation tirée d'un discours récent prononcé par Truong Chinh, secrétaire général du PC vietnamien : « La grande aide accordée par l'Union Soviétique et les autres pays socialistes frères a été imprudemment dilapidée. Nous courons le risque de perdre ces subventions ».

Nouvel accord maritime franco-soviétique, ou les vertus de la fermeté

Une fois de plus, la démonstration est apportée que face aux violations des accords internationaux perpétrées par les dirigeants soviétiques, la fermeté s'avère bénéfique.

En février dernier, le gouvernement français dénonçait l'accord maritime franco-soviétique conclu en 1967, accord qui prévoyait

une répartition équitable du frêt échangé par l'URSS et la France entre cargos français et soviétiques : par toutes sortes de subterfuges et depuis de nombreuses années, l'URSS violait impunément les termes de cet accord (voir : « Nouveau cas d'impérialisme soviétique. Pourquoi la France a dénoncé son accord maritime avec l'URSS », Hervé Le Goff, dans « Est & Ouest » N° 28, mars 1986).

Des négociations se sont alors ouvertes entre Paris et Moscou en vue de conclure un nouvel accord, dont les clauses seraient cette fois précisées de façon telle que l'URSS ne pourrait les enfreindre. Ces négociations ont abouti le 24 octobre et l'URSS a cédé en tout point.

Ainsi, l'assurance a été réitérée que les armateurs français pourront transporter la moitié des marchandises dites de ligne, tels les tubes, machines, conteneurs, bois, produits chimiques... Le trafic se fera donc davantage à partir des ports français et les Soviétiques mettront un frein à l'utilisation des installations qu'ils ont mises en place à Anvers pour monopoliser à leur profit les transports entre les deux pays. De même, une plus large place sera faite aux cargos français (ou affrétés par les armateurs français, ce que l'URSS refusait) pour le transport des céréales françaises destinées au ravitaillement des populations soviétiques.

Enfin, l'un des subterfuges utilisés par les Soviétiques pour restreindre l'entrée des cargos français dans les ports de l'URSS va cesser : désormais, ces cargos pourront remonter les fleuves soviétiques jusqu'aux ports de débarquement des marchandises, alors que cela leur était strictement interdit jusqu'à présent.

Cette heureuse évolution n'empêche toutefois pas que cette question soit posée : la crise de la marine marchande et de la construction navale étant ce qu'elle est depuis de nombreuses années déjà, pourquoi la France a-t-elle attendu 1986 pour rappeler l'URSS au respect de l'accord maritime, alors que c'est dès la fin des années 60 que l'URSS a commencé à le violer ouvertement ?



livres

« Afghanistan. L'éternité en guerre »

Le 27 décembre, il y aura exactement sept ans que les Soviétiques entreprirent, à la surprise du monde entier, leur agression contre l'Afghanistan. L'ouvrage d'Olivier Roy vient donc fort à propos (1). D'autant que cet auteur est sans aucun doute le meilleur connaisseur en France de l'Afghanistan, en particulier depuis l'invasion soviétique : il a effectué en tout six voyages au sein de la résistance afghane, soit une fois par an depuis 1980.

La principale originalité de son livre se trouve dans sa conception même. Il n'est présenté ni comme un document, ni comme une enquête, mais comme un film. C'est pourquoi, la moitié de ses 143 pages est constituée de photos, selon une répartition simple : une page de photos, une page de texte. Les six parties de l'ouvrage apparaissent ainsi comme six séquences d'un film.

La première, comme il se doit, s'appelle : « *Passage* » et elle décrit les péripéties à suivre et les démarches à accomplir pour être admis au sein de la résistance afghane, avec le détour obligé par Peshawar, au Pakistan. La deuxième partie, l'une des meilleures, porte le titre : « *Village* » et elle décrit, toujours photographies à l'appui, la caractéristique essentielle de la vie en Afghanistan, sa prédominance rurale. Olivier Roy balaie d'emblée certaine légende : « *On a beaucoup parlé de féodalisme en Afghanistan. En fait, c'est la petite propriété qui est dominante. Il n'y a guère qu'un cinquième de la population rurale qui soit sans terre* ». Et l'auteur d'expliquer que la menace qui pesait sur l'économie afghane avant la prise du pouvoir par les communistes, en avril 1978, n'était pas la concentration de la grande propriété féodale, mais au contraire l'émiettement des trop petites propriétés paysannes. Les petits paysans furent directement touchés par l'application du programme agraire des communistes et ils se révoltèrent bien avant que les soldats de l'armée soviétique n'apparaissent : « *De l'été 1978 à l'automne 1979, les deux tiers de l'Afghanistan passent à l'insurrection* ». En quelques pages, Olivier Roy rend extrêmement vivantes ces deux réalités du passé récent : l'apparition du pouvoir communiste en Afghanistan et l'insurrection spontanée des paysans.

La partie suivante s'intitule : « *Islam* ». On y lit notamment : « *Dans un pays aussi diversifié que l'Afghanistan, l'Islam est le seul point commun* ». C'est sur l'Islam que reposaient aussi bien la vie familiale que la vie nationale. Ceci

reste valable dans les régions qui échappent à l'occupation communiste-soviétique. Fait significatif à cet égard, dans toute la masse de photographies présentées, pratiquement pas une seule femme ! Non seulement l'auteur explique le rôle et l'importance de l'Islam en Afghanistan, mais il plaide en sa faveur, notamment dans la conclusion de cette partie : « *Lorsqu'on revient de plusieurs mois passés à parcourir un pays en guerre... on ne sait plus que dire quand les mots de fanatisme et d'obscurantisme sont les seuls, en Occident, pour qualifier cet Islam si multiforme et pourtant si unique* ».

La partie suivante, « *Moujahidin* », entièrement consacrée aux combattants et à leurs combats, est illustrée de photos saisissantes. Et les observations qui les accompagnent émanent de toute évidence de quelqu'un qui en parle en connaissance de cause, notamment lorsqu'il note : « *Les combats sont beaucoup moins fréquents qu'on ne l'imagine* », ou, quelques pages plus loin : « *A partir de 1984, les Soviétiques ont mis en œuvre une stratégie redoutablement efficace, qui combine la grande puissance de feu de l'Armée rouge et la mobilité des commandos hélicoptérés... Tant que l'hélicoptère règnera sur le champ de bataille, la résistance sera en position défensive* ».

L'avant-dernière partie, intitulée : « *Lèpre* », commence ainsi : « *La guerre s'étend comme la lèpre... En 1986, la lèpre a atteint tout le pays. On peut désormais faire des dizaines de kilomètres en ne rencontrant pas âme qui vive* ». Les photos illustrant cette partie et la suivante sont d'ailleurs plus éloquentes que tout discours : décombres d'une habitation, multitude d'enfants mutilés à vie, effet des bombes soviétiques...

La dernière partie, « *Avenir ?* », la plus difficile à écrire, propose deux hypothèses contraires. L'une pessimiste, qu'on trouve déjà dans la préface de Pascal Bruckner : « *L'Afghanistan peut disparaître et cette longue guerre coloniale se transformer en génocide avec l'approbation tacite des démocraties occidentales* ». La seconde, optimiste, inscrite en sous-titre du livre : « *L'éternité en guerre* » et précisée à la fin, quand Olivier Roy note que « *les résistants ne donnent aucun signe d'essoufflement militaire* ».

On ne peut se prononcer sur le caractère d'éternité de cette guerre, remarquable à tout le moins par sa continuité : du côté soviétique, depuis 1979, quatre secrétaires généraux du PC soviétique se sont succédé (Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev), sans que la ligne politique ne change. Du côté afghan, quatre secrétaires généraux du PC se sont également succédé (Taraki, Amin, Babrak et Najibullah) et là non plus, la ligne politique n'a en rien changé.

B.L.

(1) « *AFGHANISTAN. L'éternité en guerre* ». Texte : Olivier Roy, Photos : Philippe Guérillot. Préface : Pascal Bruckner. Editions de la NEF (29, rue d'Estienne d'Orves, Montrouge). 143 pages.